L'ECHO D'ALGERIE

INFORMER ET PENSER LIBREMENT | Quotidien National d'Information | www.lechodalgerie.dz

Mercredi 11 mars 2026 - 21 Ramadhan 1447 - N° 4132 - 14e Année - Algérie : 20 DA / 1 €

Au lendemain de l'adoption du Code de la route

Lire page 3

Sayoud rassure les transporteurs



Photo : D.R. ©

Un gisement de 34 millions de tonnes exploitable pendant près de 20 ans

Oued Amizour, la mine algérienne classée 12e mondiale

Le lancement, en ce mois de mars, de l'exploitation de la mine de zinc et de plomb d'Oued Amizour, dans la wilaya de Béjaïa, constitue une étape importante pour le développement du secteur minier en Algérie. Ce projet, considéré comme l'un des plus prometteurs dans le domaine des minerais polymétalliques, devrait contribuer à renforcer l'approvisionnement national en matières premières destinées à l'industrie métallurgique. Invité, ce mardi de l'émission «L'invité du jour» sur la Chaîne III de la Radio algérienne, le Pr Malek Ould Hamou, directeur du laboratoire de génie minier et consultant dans le domaine, a apporté des éclairages techniques et économiques sur l'importance stratégique de ce gisement. Selon lui, le gisement d'Oued Amizour est un minerai polymétallique composé principalement de zinc et de plomb, dont les réserves exploitables sont estimées à environ 34 millions de tonnes.

Lire page 4



L'Echo Sportif

Ligue 1 Mobilis : La violence indéracinable dans nos stades

Lire page 15



Iftar : **18h 55**

Imsak : **05h 29**

Hadj

Les pèlerins invités à réserver leurs billets dans les plus brefs délais

Lire page 16

520 firmes de 36 pays attendues du 8 au 11 avril à Oran

SIMEM 2026 : la 28e édition au cœur des technologies médicales

Lire page 6

15e édition du festival de la chanson chaâbie



Bendouda donne le coup d'envoi

Lire page 10

Projet de loi d'orientation agricole pour renforcer la souveraineté alimentaire

Yacine El-Mahdi Oualid lance la réforme du secteur

Lire page 3

150 opérateurs et des délégations de plus de 20 pays attendus à Oran

Algeria-Invest-Expo : la 8e édition au service de l'investissement

Lire page 6

Contribution

Les leçons du conflit USA-Israël-Iran

Maîtriser la clef de voûte du nouvel ordre mondial, les nouvelles technologies via l'intelligence artificielle

Par Abderrahmane Mebtoul, professeur des universités

Lire page 5

Protection civile

52 morts et 1659 blessés en une semaine

Cinquante-deux personnes ont trouvé la mort et 1659 autres ont été blessées dans 1385 accidents de la circulation survenus durant la période du 1er au 7 mars, à travers le territoire national, indique, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Touggourt avec 6 morts et 24 blessés dans 16 accidents, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 616 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (76), Blida (28) et Skikda (23). Durant la même période, les secours de la Protection civile ont également effectué 5263 interventions pour le sauvetage de 374 personnes en situation de danger et exécuté 4663 opérations d'assistance diverses. S'agissant des accidents liés aux intoxications au monoxyde de carbone émanant des dispositifs de chauffage et chauffe-eau, les secours de la Protection civile ont effectué 29 interventions et ont pris en charge 48 personnes incommodées par ce gaz.



● Bouira

340 litres de lait frais d'origine inconnue saisis

Dans le cadre de la lutte contre la vente et l'exposition de lait frais et de ses dérivés dans les commerces de détail, les agents de la brigade anti-fraude de la direction du Commerce, en collaboration avec la police, ont appliqué l'arrêté N° 854 de la wilaya de Bouira, interdisant la vente de lait frais non pasteurisé, quelle que soit son origine animale, et de ses dérivés. L'opération a permis la saisie et la destruction de 340 litres de lait frais d'origine inconnue dans un magasin de la commune de Bouira.

● Laghouat

2070 pilules hallucinogènes saisies

Les agents de l'unité douanière régionale spécialisée dans la lutte contre la contrebande à Laghouat, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, ont pu saisir une quantité de pilules hallucinogènes. Selon les autorités douanières, la quantité saisie a été estimée à 2070 comprimés de type «Prégabaline 300 mg», qui ont été trouvés à bord d'un véhicule touristique. L'opération a abouti à la saisie du véhicule utilisé, à l'arrestation des accusés et à leur déférent devant les autorités judiciaires compétentes.

Alger

Démantèlement de deux réseaux criminels spécialisés dans le vol de véhicules

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger démantèlent 2 réseaux criminels spécialisés dans le vol de véhicules, dont les activités s'étendaient à l'ensemble du territoire national. Cette opération s'est soldée par l'arrestation de 5 individus, membres des deux réseaux, ainsi que par la récupération de 4 véhicules volés, selon un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de la wilaya d'Alger. L'affaire a été déclenchée à la suite de plusieurs plaintes déposées par des citoyens auprès de différents services de police, après avoir été victimes du vol de leurs véhicules. Les investigations menées par les éléments de la police judiciaire, sous la supervision du parquet territorialement compétent et appuyées par l'exploitation de moyens techniques d'enquête, ont permis d'identifier les auteurs présumés et de procéder à leur interpellation. L'opération a également permis la saisie d'outils utilisés dans les opérations de vol, ainsi que de documents administratifs et de plaques d'immatriculation falsifiées. Les suspects ont été présentés devant le parquet territorialement compétent pour leur implication présumée dans une affaire de constitution de réseaux criminels nationaux spécialisés dans le vol de véhicules.



Blida

Saisie de 46 tonnes de bananes

Les éléments du groupement territorial de la gendarmerie de la wilaya de Blida procèdent à la saisie de 46 tonnes de bananes. Menée à la suite d'informations faisant état du stockage illégal d'importantes quantités de bananes dans des chambres froides, sans déclaration préalable auprès des services du commerce, cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures visant à assurer l'approvisionnement du marché national en produits de large consommation durant le mois de Ramadhan et à lutter contre toutes les formes de spéculation illicite, a indiqué, lundi, un communiqué de ce corps de sécurité. La quantité de bananes saisie sera remise à l'inspection territoriale du commerce de Boufarik.
Les éléments de la Gendarmerie nationale, accompagnés d'agents de l'inspection du commerce de la daïra de Boufarik, ont ainsi inspecté six chambres froides. Trois d'entre elles avaient déjà été vidées par le propriétaire de la marchandise, qui avait écoulé la marchandise avant maturité et sans déclaration auprès des services du commerce, tandis que 46 tonnes de bananes ont été saisies dans les trois autres chambres. Après coordination avec le procureur de la République territorialement compétent, un dossier judiciaire sera établi à l'encontre des contrevenants pour les délits de spéculation illicite et de pratiques commerciales déloyales, tandis que la quantité de bananes saisie sera remise à l'inspection territoriale du commerce de Boufarik.

Oran

Saisie de plus de quatre kilogrammes de cannabis et arrestation de deux personnes

La semaine dernière, les éléments de la police judiciaire de wilaya sont parvenus à paralyser l'activité d'un réseau criminel dont les membres se livraient au trafic de drogue, en transportant la marchandise à moto pour la distribuer au cœur de quartiers populaires. Selon un communiqué de la police d'Oran, l'opération a été menée suite à des informations recueillies sur le terrain indiquant que des membres de ce réseau faisaient le commerce et stockaient ces poisons, utilisant l'une des résidences comme entrepôt afin de les distribuer dans les zones urbaines.
Les investigations menées par les enquêteurs du département, en coordination constante avec le procureur régional compétent, ont permis d'identifier le suspect et de localiser son domicile, afin qu'ils puissent être arrêtés l'un après l'autre. L'opération a permis la saisie de 4 kg et 600 grammes de cannabis transformé, ainsi que d'une somme d'argent provenant des recettes de la promotion s'élevant à 30 millions de centimes. Après avoir accompli toutes les formalités légales auprès du procureur du tribunal de Felloucen une procédure judiciaire a été établie en vertu de laquelle ils ont été traduits devant le tribunal, où un ordre de détention a été émis à leur encontre.

Nigeria

Dix soldats tués lors d'attaques du groupe terroriste Boko Haram

Au moins 14 personnes, dont 10 soldats, ont été tuées, lundi, dans des attaques contre des bases militaires dans le nord-est du Nigeria. Des membres du groupe terroriste Boko Haram et sa faction rivale autoproclamée l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) ont mené des attaques distinctes contre des bases dans l'Etat de Borno, épicentre du conflit de l'insurrection, ainsi que dans l'Etat voisin de Yobe. Le lieutenant-colonel Sani Uba, un porte-parole de l'armée dans la région, a confirmé des «attaques coordonnées» contre des bases militaires dans le nord-est. «Malheureusement, les affrontements ont coûté la vie à certains soldats courageux et valeureux, dont un officier remarquable à Kukawa qui a payé le prix ultime». «Dans la journée, des membres présumés de Boko Haram ont attaqué Dalwa, dans le district de Konduga, et tué deux soldats et quatre habitants», a indiqué Shettima Isa Bukar, chef de la localité. Les groupes Boko Haram et ISWAP ont récemment intensifié leurs attaques contre des bases militaires dans le nord-est du pays. L'insurrection terroriste qui dure depuis 16 ans, a fait plus de 40 000 morts et déplacé environ deux millions de personnes, selon l'ONU.

L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Quotidien National d'Information

Edité par la Sarl Echo Medias Algérie

Fondateur
Tewfiq Meraou

Directeur de la Publication
Ahsene Saaid

Directrice de la Rédaction
Dr Lila Meraou

Rédacteur en Chef
Mouloud Hamdi

Directeur Technique
Walid Boumaaraf

Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger
Rédaction : Coopérative SIKH - Les Sources - Bir Mourad Raïs - Alger

Tél-Fax : 023 54 80 82

Administration et Publicité Tél-Fax : 023 54 80 81

بنك التنمية المحلية BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL Compte N° : 00500111400213631013

Diffusion Ouest-Centre-Est

Zigzag Expresse

Impression SIA

«POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A :
L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

Au lendemain de l'adoption du Code de la route

Sayoud rassure les transporteurs

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a tenu, hier, une réunion avec les représentants des syndicats des transporteurs afin de discuter du texte de loi portant Code de la route, adopté, lundi dernier par l'Assemblée populaire nationale (APN), à l'issue du réexamen des dispositions objet de désaccord.

A l'entame de la réunion, le ministre a précisé que les protestations des transporteurs avaient nécessité l'intervention des plus hautes autorités, à leur tête le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour réexaminer les articles objet de désaccord, ce qui a requis l'installation d'une commission paritaire entre les deux chambres du Parlement pour traiter cette question. A cet égard, il a rappelé l'adoption, en janvier dernier, du texte de loi portant Code de la route au niveau du Conseil de la nation, avec réserve sur le vote de 11 articles ayant fait l'objet de désaccord. M. Sayoud a souligné que la commission paritaire avait tenu plusieurs réunions et discuté des dispositions objet de désaccord «en toute démocratie», ce qui a permis de «reformuler plusieurs articles et de supprimer certains termes, notamment ceux relatifs à la criminalisation». Pour rappel, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, avait annoncé, lors de sa rencontre avec les représentants du Syndicat national des transporteurs par taxi (SNTT), le lancement de «véritables ateliers de travail avec un calendrier précis afin de traiter les différents dossiers socioprofessionnels et de limiter les accumulations enregistrées au sein du secteur des transports», soulignant le suivi particulier et l'intérêt majeur que porte le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à ce secteur à l'importance stratégique. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, et de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, M. Sifi Ghrieb s'est dit confiant quant à la prochaine étape, affirmant que le secteur des transports devrait connaître un saut qualitatif à même d'améliorer les conditions de travail des professionnels et de rehausser la performance du service public. Il a également salué la prise de conscience des professionnels du secteur et leur rôle actif pour assurer la continuité de ce service. Pour sa part, le Syndicat national des transporteurs par taxi (SNTT) s'est félicité de la tenue de cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des passerelles de confiance entre les institutions de l'Etat et les professionnels du secteur des transports, notamment les chauffeurs de taxis, réaffirmant sa disponibilité permanente à adhérer de manière positive et responsable à toute démarche de réforme sérieuse qui sert l'intérêt des professionnels et préserve la stabilité du secteur.

Le président de la République avait reçu le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, qui lui a remis un rapport sur le déroulement de la rencontre au cours de laquelle il a reçu les syndicats et les représentants du secteur des transports. A l'issue de l'audience que leur avait accordée le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, les représentants de ces syndicats, affiliés à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et à l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), ont déclaré qu'il a été établi, aujourd'hui, que le projet de loi relatif au Code de la route n'a pas encore été tranché de manière définitive». Ainsi, ils ont salué la prise en considération effective de leurs préoccupations par les hautes autorités du pays, à leur tête le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Les représentant des syndicats ont également exprimé leurs remerciements à l'ensemble des parties ayant œuvré dans un véritable esprit patriotique, pour contrecarrer les tentatives visant à semer la confusion au sein des



transporteurs. Ils ont, en outre, mis en avant leur confiance dans les institutions de l'Etat, appelant l'ensemble des transporteurs à reprendre leur activité, sans oublier la nécessité de placer l'intérêt supérieur de la nation au-dessus de toute autre considération.

De son côté, le syndicat national des chauffeurs de taxi a annoncé la reprise progressive de l'activité à travers l'ensemble des wilayas du pays, en assurant la pérennité du service public dans un cadre empreint de responsabilité et d'engagement. L'organisation syndicale a rassuré les citoyens en général et les voyageurs en particulier quant au retour à la situation normale, et à la continuité du service public, saluant la réponse de tous transporteurs, chauffeurs de taxis et transporteurs de marchandises, aux appels du syndicat, ainsi que leur sens de responsabilité et leur souci de faire prévaloir l'intérêt de la nation et du citoyen. Par ailleurs, le syndicat a salué «le niveau de conscience institutionnelle des différentes instances de l'Etat algérien et confirmant leur attachement à consacrer la culture du dialogue et du rapprochement», précisant que «la sagesse de l'Etat algérien, à sa tête le président de la République, a atteint un niveau avancé dans le rapprochement du citoyen de ses institutions, l'instauration de la confiance mutuelle et le renforcement de la stabilité nationale».

T. Benslimane

Projet de loi d'orientation agricole pour renforcer la souveraineté alimentaire

Yacine El-Mahdi Oualid lance la réforme du secteur



Le projet de loi relatif à l'orientation agricole et à la souveraineté alimentaire consacre une nouvelle approche visant à réorganiser et à moderniser le secteur agricole en Algérie. C'est ce qu'a affirmé, mardi à Alger, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, lors d'un atelier consacré à la présentation, à la discussion et à l'enrichissement de ce texte stratégique. Dans son intervention, le ministre a expliqué que ce projet de loi ambitionne de doter le secteur agricole d'un cadre d'organisation global permettant d'améliorer son fonctionnement et d'accompagner plus efficacement l'ensemble des acteurs de la filière. L'objectif principal est de consolider la souveraineté alimentaire nationale en renforçant la coordination entre les différentes étapes de la chaîne de valeur agricole, allant de la production au stockage, à la transformation et à la distribution, et ce, à travers l'ensemble des filières. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a appelé à l'élaboration d'un nouveau projet de loi d'orientation agricole. Ce texte vise à instaurer une organisation globale et durable du secteur, fondée sur une vision prospective élaborée en concertation avec les spécialistes et les professionnels. Selon le ministre, le projet de loi prévoit plusieurs mesures structurantes destinées à renforcer la sécurité alimentaire et à améliorer la résilience du système agricole national. Il accorde, notamment une attention particulière à la préservation des ressources génétiques locales et au développement de la production nationale de semences, dans l'objectif d'atteindre une plus grande autonomie en matière de ressources génétiques végétales et animales. Le texte met également l'accent sur la gestion durable des ressources naturelles, en particulier l'eau, les sols et la biodiversité. L'adaptation au changement climatique constitue, à ce titre, un principe structurant de la politique agricole nationale envisagée par ce projet de loi. Dans le domaine du soutien public au secteur agricole, la réforme proposée repose sur une nouvelle approche privilégiant les aides liées à la production et à la performance plutôt que les subventions accordées aux intrants. Cette orientation devrait permettre d'améliorer l'efficacité de la dépense publique et d'assurer une allocation plus rationnelle des ressources. Le projet de loi prévoit également la mise en place de mécanismes de régulation visant à protéger les agriculteurs en cas de surplus de production et à réduire les pertes après récolte. Il prévoit également l'accompagnement du développement de la transformation agricole et de l'exportation, notamment à travers l'extension du système d'agriculture contractuelle. Par ailleurs, le texte introduit un système intégré de gestion des risques agricoles. Ce dispositif comprend notamment l'assurance agricole, des mécanismes de prévention face aux aléas climatiques ainsi que des instruments destinés à stabiliser les revenus des agriculteurs. Dans le même esprit de modernisation, le projet de loi prévoit également la simplification des procédures administratives et la réduction des délais de traitement des dossiers, notamment à travers la diminution du nombre de documents exigés dans les démarches liées aux activités agricoles. Le volet numérique occupe également une place importante dans ce texte. Celui-ci prévoit d'accélérer la transformation technologique du secteur agricole grâce à la mise en place de systèmes d'information agricoles intégrés et au développement d'outils de traçabilité, notamment pour le cheptel et certains produits sensibles. Le projet de loi comprend par ailleurs des dispositions visant à encourager l'investissement privé dans l'agriculture. Il prévoit, notamment le renforcement du rôle des organisations professionnelles et la promotion des partenariats entre les secteurs public et privé. Dans ce cadre, le texte met également l'accent sur le développement de la formation continue et du conseil agricole de proximité, afin de mieux accompagner les agriculteurs et les éleveurs dans l'amélioration de leurs pratiques et dans l'adoption de nouvelles technologies. Des mécanismes incitatifs sont également envisagés pour encourager l'engagement des jeunes et des porteurs de projets innovants dans le secteur agricole, considéré comme un levier stratégique de développement économique. Le ministre a par ailleurs précisé que le projet de loi d'orientation agricole ne traite pas de la question du foncier agricole. Il a indiqué qu'un texte spécifique consacré à cette question est actuellement en préparation. Ce futur projet de loi devrait permettre de clarifier le cadre juridique relatif aux terres agricoles et de garantir une gestion responsable et durable des ressources naturelles. Lors de cet atelier, plusieurs représentants des organisations professionnelles agricoles ont exprimé leur soutien au projet de loi. Le président de la Chambre nationale de l'agriculture, Mohamed Yazid Hambli, a salué cette initiative, soulignant l'importance d'associer les agriculteurs et les professionnels à l'élaboration des politiques agricoles futures. Selon lui, cette démarche participative est de nature à renforcer l'efficacité des décisions et à améliorer les performances du secteur.

De son côté, le secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens, Abdelatif Delmi, a insisté sur la nécessité d'impliquer l'ensemble des acteurs concernés dans la définition des politiques agricoles. Il a également salué l'approche adoptée par ce projet de loi, qui offre un cadre de dialogue et de concertation destiné à garantir que les décisions prises répondent réellement aux attentes des agriculteurs et des professionnels du secteur.

Yasmine Derbal

Visite du ministre au siège de SEAAL et sur le site de la rupture d'une conduite à Boumerdès

Derbal exige une intervention rapide

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a effectué une visite de travail consacrée au suivi du service public de l'eau potable et à l'évaluation des interventions techniques engagées pour garantir la continuité de l'approvisionnement au profit des citoyens.

Au cours de cette visite, le ministre s'est d'abord rendu au siège de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger et de Tipasa (SEAAL), où il s'est enquis de la situation du service d'alimentation en eau potable dans ces deux wilayas. Au niveau du centre de télécontrôle, M. Derbal a inspecté les points de distribution quotidiens ainsi que les capacités de stockage d'eau, affichés sur les écrans du système de surveillance et de contrôle. Ces installations permettent d'assurer un suivi permanent du réseau et de garantir une gestion optimisée de la distribution. Le ministre a exprimé sa satisfaction quant à la qualité du service fourni aux citoyens, notamment durant les périodes de forte consommation enregistrées pendant le mois sacré de Ramadhan. Il a toutefois insisté sur la nécessité de poursuivre les interventions sur le terrain afin d'améliorer en permanence la qualité du service public et de répondre efficacement aux besoins des habitants. Dans le cadre de cette visite, le ministre s'est également rendu au service central de contrôle et d'analyses, où il a pris connaissance des moyens matériels et techniques mobilisés pour assurer le contrôle de la qualité de l'eau. Des exposés lui ont été présentés sur les équipements disponibles ainsi que sur les compétences des experts et spécialistes chargés du suivi et de l'analyse de la qualité de l'eau distribuée aux citoyens. Derbal a souligné, à cette occasion, l'importance d'un travail continu et d'une vigilance permanente afin de garantir la sécurité sanitaire des populations et de préserver la qualité de l'eau potable. La visite s'est poursuivie dans la wilaya de Boumerdès, où le ministre s'est rendu sur le site d'une fuite d'eau provoquée par la rupture d'une conduite de transfert d'un diamètre de 2000 mm dans la région de Boudouaou. Les services du secteur ont mobilisé d'importants moyens humains et matériels, notamment à travers les équipes de SEAAL, de l'Algérienne des Eaux (ADE) et de l'Office national de l'assainissement (ONA), afin de réparer cette avarie. En présence de la wali de Boumerdès, le ministre a donné des instructions strictes pour accélérer les travaux de réparation et intervenir dans les plus brefs délais afin de remettre la conduite en service dans les meilleurs délais. Il a par ailleurs assuré que cet incident, malgré son ampleur, n'a pas affecté l'alimentation en eau potable des habitants, grâce aux mesures préventives et aux dispositions prises par les services concernés pour maintenir la continuité du service. À travers cette visite, le ministre de l'Hydraulique a réaffirmé l'importance d'une mobilisation permanente des opérateurs du secteur afin de garantir un service public de l'eau fiable, sécurisé et conforme aux exigences de qualité au profit des citoyens.

Sonia Stambouli



2e édition du salon des innovations de la femme et de la jeune fille

Hidaoui et Arhab misent sur la coordination pour stimuler l'entrepreneuriat

Les ministres de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, et de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, ont souligné, lundi à Blida, l'importance de renforcer la coordination entre les secteurs de la jeunesse et de la formation professionnelle afin d'élargir les opportunités de formation et de consolider l'esprit entrepreneurial chez les jeunes. Les deux responsables se sont exprimés lors d'une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail dans la wilaya de Blida, effectuée en compagnie du wali Djamel Eddine Hashas. Cette sortie de terrain a été consacrée à l'examen de la situation des établissements de jeunesse et des centres de formation professionnelle, ainsi qu'au suivi des initiatives visant à soutenir les projets portés par les jeunes. Les ministres ont insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre leurs deux secteurs respectifs, soulignant leur rôle central dans l'accompagnement des jeunes, tant en matière de formation que de promotion de l'entrepreneuriat. Cette synergie est également appelée à favoriser l'ouverture de perspectives plus larges pour l'insertion économique des jeunes. Dans ce cadre, Mustapha Hidaoui a indiqué que cette visite s'inscrit dans une série de déplacements qu'il effectue à travers plusieurs wilayas du pays. Ces visites ont pour objectif de s'enquérir du fonctionnement des établissements de jeunesse et d'accompagner la mise en œuvre des nouveaux programmes destinés à dynamiser leurs activités. Le ministre a expliqué que ces programmes visent, notamment à redonner vitalité aux structures dédiées à la jeunesse et à les sortir de la léthargie qu'elles ont connue par le passé. Cette démarche repose sur l'adoption d'un nouveau code des activités destiné à rendre ces espaces plus attractifs et à attirer un plus grand nombre de jeunes. Hidaoui a également relevé l'évolution notable enregistrée dans l'ouverture de nouvelles activités au sein des structures de jeunesse. Cette dynamique permet d'élargir les centres d'intérêt des jeunes et de les inciter davantage à fréquenter ces espaces. La visite a également été l'occasion de renforcer la complémentarité entre plusieurs secteurs, notamment celui de la formation et de l'enseignement professionnels, à travers la création de clubs spécialisés liés à l'environnement et à l'entrepreneuriat. De son côté, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a indiqué que cette visite avait pour objectif d'évaluer la situation du secteur dans la wilaya de Blida, en tenant compte des spécificités économiques qui caractérisent cette région. Elle a souligné que la wilaya dispose d'un tissu économique solide, ce qui explique la forte demande enregistrée pour les différentes formations de base et spécialisées proposées dans les centres de formation. Mme Arhab a également rappelé que Blida figure parmi les wilayas agricoles de premier plan en Algérie. Cette vocation agricole se traduit par la spécialisation de plusieurs établissements de formation professionnelle dans la dispense de formations dédiées au domaine agricole. La ministre a précisé que la visite a permis de s'informer des programmes de formation liés à l'entrepreneuriat, dans un contexte marqué par l'existence d'un tissu économique capable d'ouvrir de nouvelles perspectives d'emploi. Elle a notamment évoqué les opportunités offertes par la création de micro-entreprises économiques, en particulier dans le domaine de la sous-traitance. À cette occasion, Mme Arhab a salué les projets prometteurs présentés lors de cette visite, exprimant la disponibilité de son secteur à accompagner ces initiatives en coordination avec les différents partenaires concernés, afin de favoriser leur concrétisation sur le terrain. Au cours de leur déplacement, les deux ministres ont inspecté plusieurs projets portés par des jeunes et actuellement en cours de réalisation dans les communes de Bouarfa et de Beni Tamou. Ils ont également pris connaissance de plusieurs idées de projets entrepreneuriaux présentées par des diplômés du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels. La délégation ministérielle s'est par ailleurs enquise des conditions de stage des apprentis au sein d'une entreprise économique, dans le cadre du dispositif de formation par apprentissage. La visite a également conduit les ministres à l'Institut spécialisé en agriculture de Bougara, où ils ont visité les différents ateliers pédagogiques ainsi que la ferme pédagogique de l'établissement. Cette structure constitue un espace de formation pratique permettant aux stagiaires d'acquérir des compétences directement liées aux activités agricoles. Dans la ville de Blida, la délégation a également visité un restaurant dédié à l'organisation d'Iftars collectifs, dans le cadre de l'initiative baptisée «Bravo aux jeunes», qui vise à valoriser l'engagement des jeunes dans des actions de solidarité et d'initiative locale. Les deux ministres devaient enfin présider, après l'Iftar, la cérémonie de clôture de la 2e édition du salon des innovations de la femme et de la jeune fille, organisée sous le slogan : «Des industries de l'espoir aux industries de projets». Cet événement constitue une vitrine pour les initiatives portées par les jeunes femmes et les jeunes filles dans différents domaines d'activité, illustrant la dynamique entrepreneuriale qui se développe au sein de la jeunesse algérienne.

Amel Driss

Un gisement de 34 millions de tonnes exploitable pendant près de 20 ans

Oued Amizour, la mine algérienne classée 12e mondiale

Le lancement, en ce mois de mars, de l'exploitation de la mine de zinc et de plomb d'Oued Amizour, dans la wilaya de Béjaïa, constitue une étape importante pour le développement du secteur minier en Algérie. Ce projet, considéré comme l'un des plus prometteurs dans le domaine des minerais polymétalliques, devrait contribuer à renforcer l'approvisionnement national en matières premières destinées à l'industrie métallurgique. Invité, ce mardi de l'émission «L'invité du jour» sur la Chaîne III de la Radio algérienne, le Pr Malek Ould Hamou, directeur du laboratoire de génie minier et consultant dans le domaine, a apporté des éclairages techniques et économiques sur l'importance stratégique de ce gisement. Selon lui, le gisement d'Oued Amizour est un minerai polymétallique composé principalement de zinc et de plomb, dont les réserves exploitables sont estimées à environ 34 millions de tonnes. Les ressources contiennent notamment près de 170 000 tonnes de zinc et 30 000 tonnes de plomb. Si ce projet ne rivalise pas en volume avec certains grands gisements de minerai de fer, il se distingue néanmoins par la valeur élevée de ces métaux sur les marchés internationaux, ce qui lui confère une importance économique notable. Le Pr Ould Hamou précise toutefois que la teneur du minerai reste relativement modeste. «Le minerai de plomb et de zinc contient environ 4% de zinc et moins de 1,5% de plomb», indique-t-il, expliquant que ce type de minerai nécessite des procédés de valorisation spécifiques afin d'extraire efficacement les métaux présents dans la roche. Malgré ces caractéristiques, le site d'Oued Amizour se distingue à l'échelle internationale. Selon l'expert, le gisement est classé autour du douzième rang mondial, ce qui témoigne de son importance stratégique pour l'Algérie. «Ce projet permettra de renforcer l'approvisionnement national en matières premières destinées à l'industrie métallurgique et de réduire la dépendance aux importations», souligne le spécialiste, rappelant que l'exploitation du gisement se fera en mode souterrain, contrairement à certaines mines exploitées à ciel ouvert. Dans ce cadre, des blocs de minerai seront extraits dans les galeries souterraines avant d'être acheminés vers une usine de traitement et de valorisation, où ils seront transformés afin de concentrer les métaux utiles. L'exploitation du gisement ne se limite pas à l'extraction du minerai brut. Une phase essentielle consiste à améliorer la teneur du minerai avant sa valorisation industrielle. «Extraire et vendre la matière première telle qu'elle sort de la mine n'est pas une solution , explique le professeur. Pour ce faire, les opérateurs auront recours à la flottation, un procédé physico-chimique couramment utilisé en minéralurgie. Cette technique permet de séparer les minéraux utiles à partir du minerai après une préparation mécanique. Le minerai sera d'abord fragmenté et réduit jusqu'à une taille inférieure à 100 microns, afin de faciliter la séparation des minéraux. Des réactifs chimiques spécifiques tels que des collecteurs, des déprimants, des activants et des régulateurs de milieu — seront ensuite utilisés pour isoler les métaux recherchés. Grâce à ce processus, la teneur du minerai peut être fortement améliorée. «À partir d'un minerai contenant 1,2% de plomb ou quelques pour cent de zinc, il est possible d'atteindre des concentrations proches de 60% après traitement», précise l'expert. Au-delà de ses aspects techniques, le projet devrait également générer d'importantes retombées économiques, tant au niveau régional que national. Selon le Pr Ould Hamou, des milliers d'emplois directs et indirects devraient être créés, notamment dans les activités liées à l'exploitation minière, au traitement du minerai et à la logistique. La durée d'exploitation du gisement est estimée entre 19 et 20 ans, sur la base des réserves actuellement identifiées. «Sur les 34 millions de tonnes de réserves, la mine devrait fonctionner pendant environ vingt ans», précise-t-il. Le projet intègre également des mesures environnementales destinées à limiter l'impact de l'activité minière sur l'écosystème local.

Les résidus issus du traitement du minerai seront en partie réutilisés pour combler les vides souterrains afin d'éviter les risques d'affaissement. Ces résidus seront mélangés à du ciment pour reconstituer les volumes exploités, une méthode permettant de stabiliser les galeries et de réduire l'empreinte environnementale de l'exploitation. Par ailleurs, la gestion des eaux et des résidus fera l'objet de dispositifs spécifiques afin d'éviter tout risque de pollution, notamment les phénomènes liés au drainage minier acide. Le projet est mené dans le cadre d'un partenariat entre un groupe algérien majoritaire à 51% et la société australienne Terramin Australia Limited, qui détient 49% des parts et apporte son expertise technique. À terme, la production de la mine devrait en priorité alimenter le marché national, avant que les excédents ne soient destinés à l'exportation. Selon le Pr Ould Hamou, ce projet constitue ainsi une nouvelle étape dans la valorisation des ressources minières nationales et dans la diversification de l'économie algérienne.

Rym Hamzaoui

Les leçons du conflit USA-Israël-Iran

Maîtriser la clef de voûte du nouvel ordre mondial, les nouvelles technologies via l'intelligence artificielle

● Par Abderrahmane Mebtoul, professeur des universités

La guerre que se livre les USA via Israël et l'Iran qui préfigure une recomposition géostratégique de tout le Moyen-Orient, montre clairement que les guerres traditionnelles ont changé et sans la maîtrise des nouvelles technologies fondement de tout services de renseignement, tout pays est vulnérable et cela interpelle l'Algérie dont l'espace naturel est l'Afrique et l'espace euro-méditerranéen, pour garantir sa sécurité nationale, nécessitant une stratégie africaine intégrée dans le domaine numérique.



1- Avec la révolution du nouveau système d'information, l'Algérie devra gérer un important flux d'informations qui exige la crédibilité de l'appareil statistique et la sélection opératoire d'une masse d'information croissante. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ont des implications au niveau de la gouvernance militaire, politique, économique, la gestion des entreprises et des administrations, mais qui ont un impact également sur notre nouveau mode de vie. Toute bonne gouvernance est appelée à prendre des décisions en temps réel et toute inadaptation à ces mutations isolerait l'Afrique encore plus. Pour le cas Algérie, le classement qui suit montrant qu'il reste un long chemin à parcourir «qui veut torpiller le système de numérisation en Algérie titre *El Moudjahid* quotidien officiel de la présidence, dans son édition du 11 février 2025. Dans son rapport sur l'indice mondial de l'innovation 2024 (GII) intitulé : «Unlocking the Promise of Social Entrepreneurship», l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a évalué les pays africains, selon plusieurs indicateurs principaux : l'investissement dans la science et l'innovation, le progrès technologique, l'adoption des technologies et l'impact socio-économique de l'innovation. Deux indicateurs sont utilisés pour établir le classement des meilleurs pôles scientifiques et technologiques du GII dans le monde. Le premier se concentre sur la localisation des inventeurs figurant dans les demandes de brevet publiées dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) de l'OMPI et le second prend en compte les auteurs figurant dans les articles scientifiques publiés où 50 premiers pôles scientifiques et technologiques africains ont ainsi été identifiés. Chaque indicateur du GII se compose de sous-indicateurs ou par exemple, le progrès technologique prend en compte la puissance de calcul, le coût des énergies renouvelables, le prix des batteries électriques, le coût du séquençage génomique et l'approbation des médicaments. Pour l'indicateur sur l'adoption des technologies, il porte sur les conditions sanitaires sur la disponibilité de l'Internet fixe et 5G, des robots, des véhicules électriques et l'accès à la radiothérapie contre le cancer. Concernant l'impact socio-économique des précédents indicateurs, il évalue la productivité de la main-d'œuvre, la pauvreté, l'espérance de vie et la contribution au réchauffement climatique global. Et selon l'OMPI, que ce soit en matière d'indice d'innovation ou de développement de pôles scientifiques et technologiques, l'Afrique accuse du retard par rapport au reste du monde alors qu'elle recèle des potentialités énormes en terme de richesses naturelles suscitant des convoitises des grandes puissances et de nombreuses compétences comme le montre le dynamisme de sa diaspora posant la problématique de cet important exode de cerveaux qui vide l'Afrique de sa substance où, selon les données récentes de l'Union africaine, l'Afrique perd environ 70 000 professionnels hautement qualifiés chaque année dont deux milliards de dollars/an uniquement pour le secteur de la Santé (source BAD 2023), ce taux d'immigration de professionnels qualifiés étant l'un des plus élevés au monde, étant nécessaire pour le compenser environ quatre milliards de dollars par an et ce, souvent pour des raisons tant de conflits que de gouvernance interne mitigée.

2- La maîtrise de l'Intelligence économique sera pour le XXI^{e} siècle la clef de voûte du nouvel ordre mondial et sa gestion stratégique est devenue pour une nation et l'entreprise l'un des moteurs essentiels de sa performance globale et de sa sécurité. Dans ce cadre, la société de cybersécurité Surf Shark, a publié un rapport intitulé : Digital Quality of Life Index 2024, à travers cinq critères dont l'accessibilité financière d'Internet, la qualité de connexion, les infrastructures numériques, la sécurité électronique et l'administration. La qualité de vie numérique représente la capacité d'une population à exploiter les technologies numériques pour améliorer son quotidien en fonction de l'accès à Internet, la performance des infrastructures, la cybersécurité et les services gouvernementaux en ligne. Nous avons le classement suivant en 2024 pour les 20 premiers pays de l'Afrique et leur place au niveau mondial. L'Afrique du Sud arrive au premier rang en étant classée 66^{e} rang mondial suivi des pays suivants par ordre décroissant : Maroc 2^{e} et 69^{e}, Maurice 3^{e} et 77^{e}, Egypte 4^{e} et 79^{e}, Tunisie 5^{e} et 82^{e}, Ghana 6^{e} et 88^{e}, Kenya 7^{e} et 89^{e}- Angola 8^{e} et 91^{e} – Sénégal 9^{e} et 93^{e}- Algérie 11^{e} et 96^{e} -Botswana 12^{e} et 98^{e} -Bénin 23^{e} et 99^{e} -Nigeria 14^{e} et 100^{e}- Namibie 15^{e} et 102^{e} – Zambie 16^{e} et 107^{e} -Burkina Faso 17eme et 111 -Tanzanie 18eme et 112eme- Ouganda 19eme et 115eme et Zimbabwe clôture à la 20eme place et Afrique et 115eme au niveau mondial. Donc, l'Afrique outre les facteurs militaires et sécuritaires déterminants, doit faire évoluer, comme le font les pays développés et émergents via leurs départements et agences ministériels, leurs services de renseignement et de contre-espionnage, qui facilitent l'accès aux volumes importants d'informations sur le commerce international mettant en place un service d'information économique au profit des entreprises engagées dans le commerce extérieur. Selon l'index 2024 d'Oxford Insights en 2024, environ 70 % de la puissance de calcul mondiale pour l'IA est détenue par les Etats-Unis dont 80 % par les hyper-scalers américains, suivi par la Chine , le Royaume-Uni arrivant en troisième place, l'Inde en quatrième position et en 5^{e} position et première au niveau arabe, les Émirats arabes unis , la France en 6^{e} position , la Corée du Sud en 7^{e} position, l'Allemagne en 8^{e} position , le Japon en 9^{e} position et Singapour clôturant le TOP10. L'Europe ne représente que 4% de la capacité mondiale souffrant de coûts énergétiques industriels 1,5 à 3 fois plus élevés que ceux des États-Unis, sans oublier l'Inde qui est le 5^{e} pays à avoir déposé le plus de brevets liés à l'intelligence artificielle en 2024. Lors de la conférence mondiale sur l'action de l'intelligence artificielle, qui s'est tenue à Paris les 10/11/février 2025 le sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle, l'objectif européen est de mobiliser un montant qui varierait entre 700/800 milliards de dollars, le président Trump ayant annoncé un budget de 500 milliards de dollars, mais cela n'est pas seulement une question d'argent, mais d'efficacité des nouvelles technologies numériques, puisque au cours de la dernière décennie, les fonds de capital-risque du gouvernement chinois ont investi 912 milliards de dollars soit des investissements annuels comparables aux dépenses annuelles consacrées à toutes les politiques industrielles du gouvernement américain au cours de la même période et 210 milliards de dollars de ces investissements ont été dirigés vers 1,4 million d'entreprises liées à l'IA et Pékin est parvenu à créer une IA comparable aux modèles américains.

En Afrique, l'utilisation de l'IA est en plein essor, avec des exemples concrets dans des domaines comme la santé, l'agriculture, les services financiers et l'éducation, selon l'édition 2024, la Tunisie occupe la sixième place sur le continent, derrière l'Égypte (65^{e} avec un score de 55,63) Maurice, l'Afrique du Sud, le Rwanda et le Sénégal, le Maroc occupant la 101^{e} place, totalisant un score de 41,78, suivi de l'Algérie, 115^{e} avec un score de 39.06. Et la digitalisation est un outil efficace tant pour la transparence et la lutte contre les délits d'initiés que pour la performance, notamment du secteur financier. Selon l'AFIS, dans une étude de novembre 2024, l'IA via le numérique peut permettre à l'Afrique qui a l'opportunité de construire un modèle financier hybride qui dépendra avant tout de sa capacité à équilibrer stabilité et innovation, tout en intégrant les leçons des marchés développés et émergents ; d'améliorer sa gouvernance dont son cadre macroéconomique et la performance de ses entreprises. Mais pour que la révolution digitale puisse apporter une valeur ajoutée, il faudra pour l'Afrique renforcer les cadres réglementaires et sécuriser les infrastructures numériques, notamment face à la recrudescence des cyberattaques, l'Afrique ayant l'opportunité de construire un modèle financier hybride qui dépendra avant tout de sa capacité à équilibrer stabilité et innovation, tout en intégrant les leçons des marchés développés et émergents.

En conclusion l'Algérie en ce monde en perpétuel mouvement et bouleversement géostratégique, a besoin de la maîtrise des nouvelles technologies d'information qui se fondent sur le savoir, une nation sera meilleure que ses concurrents si elle possède, avant les autres, les bonnes information afin de créer une asymétrie d'information à son avantage. Je suis convaincu que l'Algérie a toutes les potentialités pour s'adapter à la quatrième révolution économique qui se fondera sur la transition numérique et la transition énergétique via les industries écologiques. Son devenir sera ce que les Algériens voudront qu'il soit où en cette journée du 8 mars l'intégration de la femme est le signe de la vitalité de toute société.

A. M.

L'ECHO D'ALGERIE www.lechodalgerie.dz

150 opérateurs et des délégations de plus de 20 pays attendus à Oran

Algeria-Invest-Expo : la 8e édition au service de l'investissement

La huitième édition du salon international de l'investissement dans l'industrie, l'énergie, le BTP, la logistique et l'export, Algeria-Invest-Expo, se tiendra du 26 au 29 mars courant au Centre de conventions d'Oran (CCO – Le Méridien). Placé sous le patronage du ministre de l'Industrie et sous l'égide du wali de la wilaya d'Oran, cet événement économique d'envergure internationale réunira un large éventail d'acteurs économiques nationaux et étrangers.

Organisé par Sunflower Communication, Algeria-Invest-Expo s'impose au fil des éditions comme une plateforme de rencontres et d'échanges destinée à favoriser les partenariats, encourager l'investissement productif et promouvoir les opportunités offertes par l'économie algérienne dans plusieurs secteurs stratégiques. Afin de favoriser une meilleure interactivité entre les participants et de multiplier les opportunités d'échanges professionnels, l'événement est structuré autour de deux salons principaux. Ce format, adopté depuis le lancement de la manifestation, a démontré son efficacité en facilitant les rencontres entre opérateurs économiques et investisseurs. Le premier espace, Industry Expo, regroupe les secteurs de l'industrie, de l'énergie, de la logistique et de l'export. Il rassemble de nombreuses entreprises publiques et privées, algériennes et étrangères, reconnues pour leurs performances dans ces domaines. Cette plateforme connaît, notamment une participation importante de groupes industriels publics, avec plus d'une trentaine d'entreprises représentées. Cette présence constitue une opportunité pour mettre en valeur le rôle et l'expérience de ces entités économiques, dotées d'un fort potentiel de développement. Elle s'inscrit également dans la perspective de renforcer la stratégie de partenariat public-privé (PPP), considérée comme un levier important de croissance durable et de développement industriel. Le second salon, Africa Build Expo, est consacré au bâtiment, aux infrastructures et aux nouvelles technologies appliquées à ces secteurs. Ce rendez-vous africain du BTP rassemble des entreprises algériennes et internationales disposant d'un fort potentiel et activement impliquées dans le développement de ces segments d'activité, tant en Algérie qu'à l'échelle du continent africain. Pour cette huitième édition, Algeria-Invest-Expo devrait enregistrer la participation globale de plus de 150 opérateurs économiques, algériens et étrangers. Cette forte présence permettra de favoriser les échanges d'expériences, le développement de relations d'affaires et la recherche d'opportunités d'investissement créatrices de richesse et de valeur ajoutée pour l'économie nationale. Parmi les nouveautés de cette édition figure également le lancement d'un concours destiné à récompenser les projets les plus performants et à fort impact. Baptisée Algeria-Invest-Awards, cette compétition vise à distinguer les initiatives présentant un impact économique, social et environnemental significatif, ainsi que les projets innovants et ceux orientés vers l'export. Ce concours repose sur plusieurs critères d'évaluation, notamment la performance, l'innovation et l'impact direct des projets. Les initiatives présentées seront examinées par un jury composé d'experts de renommée, chargé de sélectionner les projets les plus prometteurs. Les Algeria-Invest-Awards ambitionnent ainsi de devenir une tradition au sein de l'événement, en encourageant l'esprit d'innovation et de concurrence loyale au service du développement durable. Parallèlement à l'exposition, l'événement sera marqué par l'organisation d'un programme de conférences, panels et ateliers thématiques consacrés aux enjeux majeurs de l'économie nationale. Ces rencontres porteront notamment sur les défis liés à l'amélioration de la performance de l'économie algérienne et sur les perspectives de concrétisation d'un modèle économique productif et diversifié. Les débats aborderont également les stratégies visant à réduire la dépendance à la rente pétrolière, tout en favorisant la création de valeur ajoutée et le développement durable, conformément aux orientations définies par les hautes autorités du pays. Une forte participation internationale est également attendue lors de cette manifestation économique. Des délégations d'hommes d'affaires provenant de plus d'une vingtaine de pays ont déjà exprimé leur intention de visiter le salon et de prendre part à des rencontres professionnelles de type B to B avec les exposants. Dans la même dynamique, plus d'une trentaine d'ambassadeurs et de conseillers économiques représentant plusieurs pays devraient également assister à cet événement, témoignant de l'intérêt croissant que suscite le marché algérien auprès des partenaires étrangers. Cette participation internationale s'explique en grande partie par la dynamique que connaît actuellement l'économie algérienne. Les mesures incitatives adoptées par les hautes autorités du pays pour améliorer le climat des affaires et encourager l'investissement productif constituent un facteur déterminant dans l'attractivité croissante du marché national. Au-delà de l'exposition et des rencontres d'affaires, Algeria-Invest-Expo proposera également un programme riche de conférences-débats et d'ateliers spécialisés, destinés à favoriser les échanges entre experts, investisseurs et opérateurs économiques. L'événement accordera également une place importante à l'innovation et à l'entrepreneuriat des jeunes. Des espaces d'exposition seront ainsi réservés aux startups, clubs scientifiques et porteurs de projets innovants, afin de leur offrir un cadre propice à la présentation de leurs initiatives et à leur mise en relation avec les acteurs de l'écosystème économique. Cet espace dédié aux startups et aux idées innovantes sera placé sous le thème : «L'innovation et l'apport des jeunes au cœur du développement économique fondé sur le savoir», soulignant le rôle stratégique de la jeunesse et de l'innovation dans la transformation de l'économie nationale. Par ailleurs, plusieurs institutions publiques chargées de l'accompagnement de l'export, des organisations patronales ainsi que des établissements de recherche prendront part à cette manifestation. Leur participation contribuera à enrichir les programmes scientifiques et à orienter les opérateurs économiques nationaux vers de nouvelles opportunités de développement, d'investissement et d'exportation.



Selma Dey

520 firmes de 36 pays attendues du 8 au 11 avril à Oran

SIMEM 2026 : la 28e édition au cœur des technologies médicales

La ville d'Oran accueillera du 8 au 11 avril 2026 la 28e édition du Salon international de la santé (SIMEM), l'un des principaux rendez-vous professionnels du secteur médical en Algérie et en Afrique du Nord. Organisé au Centre de conventions d'Oran, cet événement s'impose au fil des éditions comme une plateforme stratégique dédiée aux technologies médicales, à l'innovation scientifique et à la coopération internationale dans le domaine de la santé. Dans un contexte marqué par la transformation numérique progressive du système de santé, l'intégration des technologies d'intelligence artificielle et la modernisation des infrastructures hospitalières, le SIMEM confirme son rôle de carrefour d'échanges entre professionnels, industriels et experts du secteur. Par son ouverture internationale et la dynamique de son marché, l'Algérie renforce également son positionnement comme hub régional pour les technologies médicales et la coopération sanitaire, notamment à destination du continent africain. Selon les organisateurs, cette nouvelle édition réunira 188 exposants représentant plus de 520 firmes issues de 36 pays, témoignant de l'intérêt croissant des industriels internationaux pour le marché algérien de la santé. La directrice du salon, Y. Chaouche, souligne à ce titre que le SIMEM s'est imposé comme un rendez-vous incontournable pour les professionnels du secteur. «Le SIMEM est aujourd'hui bien plus qu'un salon professionnel. Il est devenu un espace stratégique où se rencontrent innovation technologique, expertise médicale et coopération internationale, contribuant à renforcer le rôle de l'Algérie dans l'écosystème de la santé en Afrique», affirme-t-elle. Plusieurs grandes entreprises internationales seront présentes lors de cette édition, notamment des groupes industriels issus de Chine, de Turquie et d'Italie, mais également d'Allemagne, d'Inde et d'autres pays européens. Ces acteurs majeurs viendront présenter leurs dernières innovations dans les domaines des technologies médicales, des équipements hospitaliers, des dispositifs médicaux et des solutions numériques dédiées à la gestion des établissements de santé. Cette présence internationale importante reflète l'intérêt grandissant des entreprises étrangères pour le développement du secteur médical en Algérie et les perspectives offertes par le marché national dans le domaine des technologies de santé. Parallèlement à cette participation internationale, le salon mettra également en avant la progression de la production nationale dans plusieurs segments stratégiques du secteur. Les entreprises algériennes se distinguent notamment dans la fabrication de réactifs de laboratoire, d'équipements techniques et de certains dispositifs médicaux, illustrant la montée en puissance progressive d'une industrie locale de la santé. Au-delà de sa dimension commerciale et industrielle, le SIMEM constitue également un espace de réflexion scientifique et médicale. Les Journées scientifiques du salon réuniront de nombreux experts, professeurs et praticiens autour d'un large éventail de spécialités médicales. Les thématiques abordées couvriront notamment les pathologies cardiovasculaires et respiratoires, la biologie médicale, l'oncologie, la chirurgie spécialisée, l'imagerie médicale ainsi que les technologies d'intelligence artificielle appliquées à la médecine. Ces rencontres scientifiques permettront de favoriser le partage d'expériences et le transfert de connaissances entre professionnels de santé. En parallèle, la plateforme Talk & Show proposera des sessions d'échanges consacrées aux enjeux contemporains de la pratique médicale et à l'évolution de l'organisation des soins. Ces rencontres aborderont diverses disciplines et problématiques liées à la transformation du système de santé et à l'intégration des nouvelles technologies dans la prise en charge médicale. Au fil des éditions, le SIMEM s'est ainsi imposé comme un véritable carrefour régional de l'innovation médicale, du transfert de savoir-faire et du développement de partenariats scientifiques et industriels. L'événement contribue également à renforcer la visibilité de l'Algérie dans l'écosystème africain de la santé, en favorisant les échanges entre professionnels, industriels et chercheurs. Avec la participation attendue de centaines d'entreprises et d'experts venus de nombreux pays, SIMEM 2026 confirme une nouvelle fois son rôle de plateforme majeure dédiée à l'innovation, à la coopération et au développement du secteur médical dans la région.

Hakima Halimi

Béjaïa

Plusieurs projets d'amélioration urbaine en cours de réalisation dans le chef-lieu de wilaya

Plusieurs projets d'aménagement et d'amélioration du cadre urbain, comprenant, notamment la création d'espaces de détente et de loisirs, sont en cours de réalisation dans la commune de Béjaïa, a-t-on appris, auprès de l'Assemblée populaire communale (APC).

Les opérations en question concernent, notamment l'aménagement de la place du 1er Novembre (ex-place Gueydon), la réalisation d'une aire de détente au niveau de la cité des Oliviers et la construction d'un bloc administratif dans la cité Remla, a indiqué, Issadounene Mouloud, vice-président de l'APC chargé de l'aménagement urbain. Concernant l'aménagement de la place du 1er Novembre, M. Issadounene a précisé que les travaux consistaient, en premier lieu, à prendre en charge les infiltrations d'eaux pluviales enregistrées au niveau de la cinémathèque et des habitations situées en contrebas de la place, ainsi qu'à poser des carreaux de sol en granit sur une surface de près de 1400 m². L'élu local a ajouté que la taille des arbres avait été effectuée avec l'implication des spécialistes des services de la Conservation des forêts, afin de préserver l'esthétique de la place, l'un des lieux les plus appréciés des visiteurs de Béjaïa.

La place devrait être rouverte au public avant le début de la saison estivale, a assuré le vice-président de l'APC, précisant qu'un montant de 70 millions de DA avait été consacré à la réalisation de ce projet. M. Issadounene a également indiqué que la commune de Béjaïa avait lancé les travaux de réalisation d'une aire de détente au niveau de la cité des Oliviers. Un projet pour lequel une enveloppe financière de près de 100 millions de DA a été allouée, a-t-il précisé. Cet espace de détente et de loisirs permettra de créer un environnement «propice aux activités familiales et récréatives» espaces verts, les aires de jeux ainsi que les équipements destinés aux enfants dans le chef-lieu de wilaya, a-t-il souligné. Un autre projet, portant sur la construction d'un bloc administratif dans le quartier de Remla, est en cours de réalisation. Il abritera une antenne communale, un bureau de poste et d'autres services, a ajouté M. Issadounene. Il a également annoncé que les travaux d'aménagement des cimetières de Sidi Mohammed-Amokrane et de Sidi Ahmed, dans la ville de Béjaïa, devraient être lancés incessamment, a-t-il poursuivi. Par ailleurs, la commune de Béjaïa prévoit d'exploiter les berges des oueds, qui traversent la ville afin d'ouvrir de nouveaux accès et de contribuer ainsi à fluidifier la circulation automobile, a noté le vice-président de l'APC.

Saïd H.



Tipasa

25 000 repas d'iftar distribués

Le bureau de wilaya du Croissant-Rouge algérien à Tipasa a lancé, à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, une vaste initiative de solidarité destinée à soutenir les personnes dans le besoin et les voyageurs de passage. Selon les chiffres communiqués par les responsables locaux, 25 000 repas chauds d'iftar ont été préparés et distribués durant les 15 premiers jours du mois sacré, témoignant de l'ampleur de cette action humanitaire et de la mobilisation exceptionnelle des bénévoles. Placée sous les slogans : «La solidarité, symbole du mois sacré» et «Le Ramadhan nous rassemble», la campagne de cette année vise à atteindre le plus grand nombre possible de familles démunies, de travailleurs en déplacement, d'automobilistes surpris par l'heure de la rupture du jeûne, ainsi que des différentes catégories sociales vulnérables. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme national du Croissant-Rouge algérien, qui déploie chaque année, à l'échelle nationale, d'importants moyens humains et logistiques afin d'apporter aide et assistance à des centaines de milliers de familles durant le mois de Ramadhan 2026. Abla Boubaker, présidente du bureau de wilaya du Croissant-Rouge algérien à Tipasa, a indiqué que cette opération de solidarité a permis la préparation et la distribution de 25 000 repas chauds d'iftar durant la première moitié du mois de Ramadhan grâce à une organisation rigoureuse et à l'engagement constant des équipes de bénévoles. Elle a précisé que ces repas sont servis quotidiennement à travers plusieurs points de distribution répartis dans différentes communes de la wilaya, notamment dans les zones à forte affluence et sur les principaux axes routiers. «L'objectif est de permettre aux personnes en déplacement ou en situation de précarité de rompre le jeûne dans des conditions dignes et conviviales», a-t-elle souligné, mettant en avant l'importance de ce type d'initiatives dans le renforcement des valeurs de solidarité et d'entraide qui caractérisent la société algérienne durant le mois sacré. Sur le terrain, l'opération est assurée par des équipes de bénévoles mobilisés quotidiennement, qui se chargent de la préparation des repas, de leur conditionnement et de leur distribution dans le respect des normes d'hygiène et de qualité. Une attention particulière est accordée aux sites connaissant une forte densité de circulation, notamment les entrées de villes et les points de passage fréquentés par les voyageurs, afin de permettre à ces derniers de rompre leur jeûne à temps. Cette action locale s'inscrit dans le cadre du dispositif national du Croissant-Rouge algérien, qui a mobilisé plus de 12 000 bénévoles à travers l'ensemble des structures de wilaya pour assurer la mise en œuvre des programmes solidaires durant le Ramadhan. À Tipasa, la campagne se distingue également par une participation remarquable des jeunes et des étudiants universitaires, qui contribuent activement à l'organisation et à la réussite de ces activités humanitaires, reflétant ainsi un fort esprit de citoyenneté et d'engagement. Parallèlement à la distribution de repas chauds, le bureau de wilaya a procédé à l'installation de plusieurs tentes ramadhanesques dans certaines localités, destinées à accueillir les bénéficiaires pour des repas d'iftar collectifs dans une atmosphère conviviale. Ces espaces de partage contribuent à renforcer les liens sociaux et à promouvoir les valeurs de fraternité et de solidarité propres au mois sacré. Mme Boubaker a également fait savoir que plus de 10 autorisations d'ouverture de restaurants d'iftar ont été obtenues auprès de la commission de wilaya chargée de l'organisation de ces initiatives. Ces structures permettent d'élargir la capacité d'accueil et d'assurer une distribution plus fluide des repas à travers les différentes communes de la wilaya. Dans le même esprit de solidarité, les équipes du Croissant-Rouge poursuivent la distribution de colis alimentaires de première nécessité destinés aux familles à revenus modestes et aux ménages en situation de précarité. Cette opération, inscrite dans le cadre d'une campagne de solidarité à l'échelle de la wilaya, vise plus de 1000 familles afin de leur permettre de disposer d'un minimum de provisions durant le mois de Ramadhan. Enfin, les bénévoles participent également à des caravanes médicales de sensibilisation destinées, notamment aux personnes atteintes de maladies chroniques. Ces actions visent à informer les patients sur les bonnes pratiques alimentaires et sanitaires durant le jeûne, tout en les sensibilisant à l'importance du suivi médical et du respect des recommandations des professionnels de santé.

Bouira

Réception en septembre prochain d'une nouvelle école de formation paramédicale

Une école de formation paramédicale, en cours de réalisation depuis quelques mois à Bouira, sera réceptionnée en septembre prochain, a-t-on appris auprès de la Direction de la santé publique (DSP). Lancés en 2015, les travaux de ce projet ont pris du retard en raison de «lenteurs imputables aux entreprises réalisatrices», mais cette nouvelle structure «devra être réceptionnée au mois de septembre prochain et accueillera la première promotion d'étudiants», a indiqué Nabil Abboud, responsable à la DSP. «La réalisation de cette future école, d'une capacité de 150 lits et de 300 places pédagogiques, s'inscrit dans le cadre du programme d'équipements du ministère de la Santé», a ajouté M. Abboud. Une fois mise en service, cette école, qui a nécessité, selon lui, une enveloppe financière de 289 millions de dinars, permettra de pallier le manque de personnel paramédical. Il s'agira de la deuxième structure de ce type, après celle de la ville de Sour El Ghozlane (Sud de Bouira), et qui a contribué à pourvoir les centres hospitaliers en agents et techniciens paramédicaux. Le secteur de la Santé de Bouira connaît également la réalisation en cours d'autres projets importants, comme la construction de trois hôpitaux à Aïn Bessam (120 lits), Bordj Khris (80 lits) et M'Chedallah (120 lits). En 2025, le secteur de la santé a été renforcé par l'ouverture de nouvelles polycliniques à Ath Laksar, Rafour et Bouira, ainsi que par la réouverture d'autres après réhabilitation.

Souk Ahras

Commémoration du 70e anniversaire de l'attaque de la caserne de Battiha, dans la commune de Hanancha

La wilaya de Souk Ahras a commémoré, lundi, le 70e anniversaire de l'attaque menée par les Moudjahidine de l'Armée de libération nationale (ALN) contre la caserne de Battiha, près de Hanancha, au cours de laquelle de lourdes pertes ont été infligées à l'occupant français.

Lors des cérémonies de commémoration, marquées par la présence du wali, Abdelkrim Zinai, des autorités locales civiles et militaires, de représentants de la famille révolutionnaire et de plusieurs Moudjahidine, la délégation s'est rendue au cimetière des Martyrs de Battiha pour la levée des couleurs et la lecture de la Fatiha du Coran en mémoire de celles et ceux qui ont donné leur vie pour la liberté de l'Algérie. Le secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des Moudjahidine (ONM), Larbi Oudhaïnia, a rappelé, au cours d'une allocution prononcée à cette occasion, «les sacrifices et les faits d'armes héroïques des combattants de la liberté au cours de cette attaque lancée dans la nuit du 8 au 9 mars 1956 contre la caserne militaire de Battiha». Il a souligné que cette «audacieuse opération militaire, menée par les combattants de l'ALN, en collaboration avec plusieurs Moussebiline de la région, a eu lieu par surprise sous le commandement du Martyr Abderrahmane Bensalem». L'effet de surprise, allié à la précision, à la coordination et au courage des Moudjahidine, a fait que de nombreux soldats et officiers de l'armée française ont été éliminés ou fait prisonniers, selon M. Oudhaïnia qui a mis en avant «l'ampleur des pertes infligées à l'ennemi et les importantes quantités d'armes et de munitions récupérées et transportées ensuite à dos de mulets vers la région voisine de Guelma». Selon le secrétaire de wilaya de l'ONM, «il est important que la génération actuelle sache les atrocités commises par la colonisation française et soit imprégnée de la bravoure des Moudjahidine durant la glorieuse Révolution». Notons que plusieurs Moudjahidine de la région ont été honorés à l'occasion de cette commémoration en reconnaissance de leur courage et des sacrifices qu'ils ont consentis pour l'indépendance de l'Algérie.

Djamel A.



Khenchela

Lancement de projets d'amélioration urbaine dans cinq lotissements sociaux

Des projets d'amélioration urbaine ont récemment été lancés dans 5 lotissements sociaux de la wilaya de Khenchela, a déclaré, le responsable de la gestion de la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, Kamel Alioui. Le même responsable a précisé que les lotissements concernés par l'opération sont situés dans les communes de Babar (lotissement de 167 lots de terrain à bâtir), d'El Mahmel (539 lots), de Bouhmama (600), de M'toussa (460) et d'Ouled Rechache (392). M. Alioui a ajouté que ces projets d'amélioration urbaine, dotés d'une enveloppe de 200 millions de dinars allouée dans le cadre des programmes sectoriels décentralisés (PSD), consistent à réaliser des routes et des trottoirs et à raccorder les lots aux différents réseaux et ce, dans des délais variant entre 3 et 11 mois.

Batna

Lancement de l'extension du réseau d'assainissement au profit de 2000 habitants à Ouled Si Slimane

Les travaux du projet d'extension du réseau d'assainissement ont été lancés, lundi, au profit de 2000 habitants des agglomérations Djor-Zegara et Kouchbi dans la commune d'Ouled Si Slimane dans la wilaya de Batna. Selon les explications données au wali, Riadh Benahmed qui a supervisé l'opération dans le cadre de sa visite aux communes d'Ouled Si Slimane, Taxlent et Lemcen, ce projet vise à prendre en charge les préoccupations exprimées depuis plusieurs années par les habitants Selon le président de l'APC de cette commune, Abdeslam Zouakri, une enveloppe financière de 17 millions de DA a été dégagée pour cette opération dans le cadre du programme d'appui au développement socio-économique des communes de l'exercice 2026. Le wali a insisté à l'occasion sur l'impératif respect des normes des travaux et des délais fixés à 57 jours au regard de l'importance vitale du projet pour les habitants.
Le chef de l'exécutif local a écouté au cours de sa visite dans ces trois communes les préoccupations des habitants relatives, notamment à l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation agricole et a promis de les examiner en fonction des priorités et des moyens existants.

Sétif

Lancement de la manifestation «Journées des métiers»

Les activités de la manifestation «Journées des métiers» ont été lancées, dimanche soir, sur la place mitoyenne à la maison de la culture Houari-Boumédiène de Sétif marquée par un engouement des jeunes. Initiée par la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels, cette manifestation de trois jours vise à présenter les métiers prometteurs et les opportunités de formation proposées par le secteur dans le cadre de la stratégie d'adaptation des offres de formation aux besoins du marché de travail, a indiqué à l'APS à l'occasion le directeur du secteur, Abdelkrim Driss. L'initiative propose des stands encadrés par des spécialistes des métiers, notamment des secteurs du bâtiment, de l'agriculture, des énergies renouvelables et du tourisme et de présentation des nouvelles offres de formation qui consacrent le principe d'ouverture des établissements de formation sur l'environnement socio-économique. L'exposition offre aux jeunes visiteurs des contacts directs avec les encadreurs, les stagiaires, des porteurs de projets et des représentants de l'antenne locale de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA).
La manifestation a été ouverte par le wali de Sétif, Mustapha Limani, en présence des autorités locales et des partenaires du secteur.

Guelma

Plus de 390 foyers de la commune de Dahouara raccordés au réseau de gaz naturel

Au total, 394 foyers de quatre mechtas de la commune de Dahouara, dans la wilaya de Guelma, ont été raccordés, lundi, au réseau de gaz naturel. La mise en service du réseau alimentant ces mechtas rurales a été présidée par le wali, Samir Chibani dans un des foyers raccordés au réseau de gaz dans la mechta Sekatna de cette commune qui relève de la daïra de Hammam N'baïl et distante de 50 km du chef-lieu de wilaya. Selon les explications données sur site par Kheireddine-Loukam, directeur de la distribution de l'électricité et du gaz, les foyers desservis se répartissent sur les mechtas de Sekatna, de Zoubia, de Rebiba et de Betoum. Le raccordement de ces foyers a nécessité la réalisation d'un réseau de 24 km de canalisations pour une enveloppe financière de 69 millions de DA soit un coût de raccordement moyen par foyer de 175.000 DA, selon la même source qui a indiqué que l'opération a été financée par la direction de l'administration locale de la wilaya afin d'améliorer le cadre de vie des habitants des localités reculées.

Skikda

Ouverture d'un point de garde médicale à la polyclinique de la commune d'Ouldja-Boulballout

Un point de garde médicale a été ouvert courant cette semaine à la polyclinique de la commune d'Ouldja-Boulballout (extrême Ouest de Skikda). L'ouverture de ce point de garde a été supervisée par le directeur de la Santé, Larbi Zergui, en application des instructions du ministère de tutelle en vue de la prise en charge des cas d'urgence, notamment des localités reculées. Cette mesure contribuera à réduire les difficultés de déplacement des malades sur de longues distances pour accéder aux soins. Cette polyclinique dispose d'un laboratoire d' analyses médicales, d'une unité de radiologie et d'une ambulance mise à sa disposition par les services de la commune.

M'sila

L'Algérienne des Eaux se dote d'un laboratoire mobile pour l'analyse de l'eau potable

L'unité de M'sila de l'Algérienne des Eaux (ADE) s'est dotée d'un laboratoire mobile permettant de contrôler et d'analyser la qualité physico-chimique et microbiologique de l'eau potable, a indiqué, le directeur de cette unité, Ramdane Mehani. Le responsable a précisé, que ce laboratoire permettra de réaliser des analyses directement sur le terrain, favorisant ainsi une réactivité immédiate et garantissant la conformité aux normes sanitaires, en particulier dans les nouveaux réservoirs.
Le directeur de l'unité de l'ADE a ajouté que le laboratoire dispose d'équipements et d'appareils modernes, garantissant une qualité irréprochable de l'eau. Premier du genre dans la wilaya de M'sila, ce laboratoire mobile assurera une surveillance non-stop et le maintien de la qualité de l'eau potable, veillant à sa conformité aux normes en vigueur dans ce domaine.

CHU d'Oran

Réalisation des deux premières opérations de traitement de la valve tricuspide avec la technique «TriClip»

Le service de cardiologie du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran vient de réaliser les deux premières opérations du genre en Algérie pour traiter l'insuffisance de la valve tricuspide à l'aide de la technique avancée «TriClip» par cathéter.

Le service, sous la supervision de la Pr Nadia Laredj, a réussi cet exploit médical inédit au niveau national, après avoir pratiqué ces deux interventions sur deux patientes âgées de 72 et 73 ans, qui souffraient d'une insuffisance sévère de la valve tricuspide. L'état de santé des deux patientes ne permettait pas une intervention chirurgicale classique, en raison des risques élevés de l'opération. L'utilisation de la technique «TriClip» a toutefois permis à l'équipe médicale d'intervenir avec succès, de leur sauver la vie et d'améliorer immédiatement leur qualité de vie. Les deux interventions ont été réalisées par une équipe médicale algérienne du service de cardiologie, en collaboration avec l'expert italien Dr Di Marco, dans le cadre d'une coopération scientifique visant à transférer vers l'Algérie les technologies médicales les plus récentes. Cet accomplissement médical ouvre de nouvelles perspectives pour les patients cardiaques, en quête de traitements plus précis et moins invasifs. Dans ce contexte, la cheffe du service de cardiologie du CHU d'Oran, la professeure Nadia Laredj, a souligné que ce succès est «le fruit d'un travail collectif et du développement continu des compétences médicales au sein du service». La technique «TriClip», considérée comme une révolution dans le traitement des valves cardiaques, consiste à fixer un petit clip sur la valve tricuspide afin de réduire la régurgitation et d'assurer un flux sanguin normal. Cette technique constitue une alternative avancée à la chirurgie à cœur ouvert, car elle est réalisée par une petite incision au niveau de la cuisse permettant d'atteindre le cœur à l'aide d'un cathéter, évitant ainsi au patient les risques d'une chirurgie lourde.



Le projet de réhabilitation de la STEP d'El Kerma bientôt finalisé

Le projet de réhabilitation de la station d'épuration des eaux usées (STEP) d'El Kerma, située au sud d'Oran, lancé en août 2025, touche à sa fin, avec un taux d'avancement qui dépasse les 95%, a indiqué la directrice des Ressources en eau de la wilaya d'Oran, Nassima Tahri. Le projet de réhabilitation de cette méga station, d'une capacité théorétique de 270 000 mètres cubes/jour, comporte la réhabilitation des quatre lignes d'épuration et leur dotation de nouveaux équipements, ainsi que le dédoublement des conduites (1800 mm et 2000 mm) de pompage sur huit kilomètres.

Les derniers équipements pour la finalisation de ce projet, qui vise à améliorer la gestion des eaux usées et favoriser leur réutilisation, seront prochainement réceptionnés. «La station comporte quatre lignes d'épuration, et nous avons réussi, aujourd'hui, à réhabiliter une de deux lignes, portant la capacité à 80 000 m³/j», précise Mme Tahri, ajoutant qu'à la fin de l'année 2026, la capacité devrait atteindre entre 180 000 à 200 000 m³/j. La capacité théorique de la station, estimée à 270 000 m³/j devrait être atteinte, progressivement, à l'horizon 2050, telle que stipulé au lancement du projet.

Kaddour Lehouari

Tissemsilt

Plusieurs nouveaux projets de développement inscrit au profit de la commune de Sidi Slimane

La commune de Sidi Slimane, dans la wilaya de Tissemsilt, a bénéficié de plusieurs nouveaux projets de développement au titre de l'année en cours (2026), couvrant différents secteurs, notamment l'aménagement urbain et le revêtement des routes, a-t-on appris, auprès de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale. Le président de l'APC, Rabah Hourabi, a précisé que la commune a bénéficié, dans le cadre du budget des programmes de soutien au développement local, de plusieurs projets pour une enveloppe financière d'environ 300 millions de dinars, visant à améliorer le cadre de vie des habitants dans les différents groupements d'habitation et à désenclaver certaines zones. Le même responsable a ajouté que les procédures administratives pour le lancement de la réalisation de ces projets ont déjà été entamées. Parmi ces projets, figurent six opérations d'aménagement de quartiers au chef-lieu de la commune, pour un montant d'environ 120 millions de dinars, ainsi que sept autres projets de bitumage de routes, pour une enveloppe budgétaire estimé à 180 millions de dinars. Il a également indiqué que ces projets comprennent, notamment, le revêtement d'une route au douar El Mehainia sur une distance de trois kilomètres, ainsi qu'un autre projet au niveau des douars Amar et Es-Slahna sur une distance de 4,5 km, ce qui contribuera à améliorer la mobilité et à désenclaver les populations locales. M. Hourabi a affirmé que ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts des autorités locales visant à répondre aux préoccupations des citoyens et à soutenir le développement local dans les différentes régions de la commune.

Mancer T.

Saïda

Plus de 1000 logements promotionnels aidés en cours de réalisation

Quelque 1828 logements de type promotionnel aidé (LPA) est actuellement en cours de réalisation, dans la wilaya de Saïda, à travers plusieurs communes, dont 880 unités dans la ville de Saïda et 948 , Sidi Boubekeur et Youb, a-t-on appris, auprès des services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Le programme de logements en cours de réalisation dans la ville de Saïda est réparti sur plusieurs sites. Ainsi, 150 logements sont en construction au quartier Es-Salem, tandis que 200, 100 et 80 logements sont réalisés dans la zone de Dahr Echeikh, en plus de 350 logements au quartier Sersour. Les travaux affichent des taux d'avancement variant entre 20 et 60%. Les délais de livraison de ces programmes, dont la réalisation est supervisée par l'OPGI, ont été fixés entre 18 et 24 mois. Une partie des travaux a été lancée en janvier dernier, tandis que l'autre partie a débuté en juillet de l'année précédente. Concernant le programme de 948 logements, en cours de réalisation dans les communes de Saïda, Sidi Boubekeur et Youb, celui-ci connaît un rythme de réalisation accéléré et soutenu et devra être réceptionné avant la fin de l'année en cours, selon la même source.

A noter que la Direction de l'habitat de la wilaya de Saïda recense un programme global de 6715 logements dans les formules promotionnel aidé (LPA) et socio-participatif (ancien programme). Parmi ce total, 3461 logements ont été réalisés, 1062 sont en cours de construction, tandis que le reste du programme n'a pas encore été lancé.

Mostaganem

Plus de 7 milliards de DA pour l'entretien des ports et de l'aéroport de Sayada

La wilaya de Mostaganem a bénéficié d'un nouveau programme d'investissement consacré à la maintenance des ports et de l'aéroport de Sayada, pour une enveloppe financière estimée à 7,187 milliards de dinars. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre du programme d'investissement public du secteur des Travaux publics, notamment dans son volet relatif à l'aménagement, la maintenance et la modernisation des infrastructures portuaires et aéroportuaires. Dans le cadre de ce programme de développement jugé «prometteur», les services de la wilaya ont tenu, récemment, une réunion au cours de laquelle plusieurs instructions ont été données afin de concrétiser ces projets dans les meilleurs délais, tout en respectant les normes de qualité en vigueur pour ces infrastructures vitales. Dans ce contexte, les abris de pêcheurs seront intégrés dans le projet d'extension du port commercial de Mostaganem, avec une répartition organisée de leurs emplacements afin de permettre aux professionnels d'exercer leur activité sans entraver la circulation des équipements de chargement et de déchargement. Les services de la wilaya ont également appelé à étudier la possibilité d'intégrer des abris de pêche dans le projet de protection du littoral de la commune de Hadjadj, dans le but d'alléger la tension sur les zones de Stidia et Sidi Lakhdar. Ils ont, par ailleurs, insisté sur la nécessité de coordonner avec la Chambre de la pêche maritime et de l'aquaculture, lors des travaux d'extension du port de pêche, afin d'éviter toute perturbation de l'activité des pêcheurs et d'améliorer les performances du port. Les mêmes services ont également souligné l'importance de la coordination avec les différentes parties concernées, notamment l'Entreprise portuaire de Mostaganem, l'Entreprise de gestion des ports de pêche et l'Office national des céréales, afin d'éviter tout chevauchement d'activités lors du processus de modernisation du port commercial. Par ailleurs, les services de la wilaya ont appelé les entreprises publiques disposant d'une expertise dans le domaine des infrastructures maritimes à participer aux appels d'offres relatifs aux projets de ce programme, afin de garantir la qualité et la spécialisation, tout en insistant sur la nécessité d'engager et d'accélérer les procédures juridiques liées à ces marchés. Concernant l'accès au port commercial, les mêmes services ont demandé l'élaboration d'études prospectives pour trouver des solutions à la congestion routière, permettant de fluidifier la circulation des camions autour du port et dans le centre-ville. S'agissant de l'aéroport, les services de la wilaya ont donné des instructions pour la réalisation d'une étude portant sur l'extension de la piste de l'aéroport de Sayada, en vue de son exploitation future pour le transport et les déplacements des citoyens.

15e édition du festival de la chanson chaâbie

Bendouda donne le coup d'envoi

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a donné, dans la soirée de lundi dernier, au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, le coup d'envoi de la 15e édition du festival culturel national de la chanson chaâbie.



En présence des conseillers du président de la République, Amar Abba et Kamel Sidi Saïd, du président du Conseil national économique, social et environnemental, Mohamed Boukhari, des représentants du président du Conseil de la nation et d'institutions culturelles, Malika Bendouda a rendu hommage au genre musical considéré comme l'un des joyaux du patrimoine culturel algérien. «La chanson chaâbie constitue un véritable «diwan des Algériens», porteur de leur mémoire collective et de leurs émotions façonnées au fil des siècles», a-t-elle souligné.

La ministre a rappelé dans son allocution d'ouverture que cet art musical, profondément enraciné dans l'histoire de nos villes anciennes, est le fruit du génie de grands maîtres qui ont su lui donner sa richesse et sa profondeur artistique. Elle a également mis en avant le rôle du chaâbi dans la préservation de la langue, de l'identité et des valeurs spirituelles du peuple algérien. Insistant sur l'importance de transmettre ce patrimoine aux nouvelles générations, la ministre a appelé à encourager un renouveau artistique respectueux de l'authenticité de ce genre musical. Selon elle, «il est essentiel de maintenir cet héritage vivant, non dans le silence des musées, mais à travers les voix et la créativité des jeunes artistes». S'adressant aux candidats, elle les a invités à «mesurer la responsabilité qui leur incombe en portant cet héritage culturel». «La maîtrise des maqâms et la connaissance des grandes pièces poétiques du chaâbi constituent une forme de fidélité envers les générations qui ont préservé cet art dans les périodes les plus difficiles», a-t-elle affirmé. La ministre a, enfin, remercié les organisateurs et tous les acteurs mobilisés pour la réussite de l'événement culturel.

M. Taous

Galerie Aïcha-Haddad à Alger

«Fracture», nouvelle exposition de l'artiste plasticien Tahar Tazerout

«Fracture», la nouvelle exposition de l'artiste plasticien Tahar Tazerout, se poursuit jusqu'à mercredi, tentant de révéler la tension secrète du verre, ce matériau solide, amorphe, généralement transparent et fragile, en perpétuel rapport complexe et subtil avec la lumière. Visible depuis le 1er mars à la Galerie Aïcha-Haddad à Alger, la vingtaine de toiles de cette «nouvelle narration de la matière» est née d'une volonté intérieure de «réunir deux voies, deux souffles et deux gestes», a expliqué l'artiste. Dans cette démarche inscrite dans la continuité d'un parcours entamé il y a trois ans, Tahar Tazerout avait exploré le clair-obscur sur verre brisé dans «Eclosion de verre» (2023) et repoussé les limites d'une technique «encore peu maîtrisée en Algérie» dans «Ecumes de verre» (2025). Ainsi, dans «Eclosion de verre», la frontalité est gravée dans la lumière, captant des lueurs bleutées, blanchâtres ou dorées qui traversent la matière et se figent dans un instant suspendu qui donne l'impression que le verre «respire» et que chaque œuvre conçue dans la précision extrême du geste, vit et change au fil du jour. Plus silencieuse et plus intime dans «Ecumes de verre», la lumière, plutôt que gravée, est «finement déposée sur la surface», telle une écume fragile et figée dans sa fuite, laissant des points suspendus composer des visages au réalisme troublant. Dans «Fracture», la thématique ne constitue pas une rupture, mais une ligne de tension qui traverse le verre, où l'image du visiteur, absorbée et réfléchie, pénètre les œuvres, transformant son reflet pour en devenir partie intégrante, dans une alchimie entre surface et profondeur. «Fracture» est venue s'imposer telle une muse rebelle qui vient de découvrir une âme à la matière et dont le tourment et la démence cherchaient un support qui les porte et les apaise. Dans cette nouvelle exposition, Tahar Tazerout a synthétisé le cheminement d'une réflexion récurrente en progression, après avoir longtemps exploré le verre le comparant à une faille lumineuse.Visible chaque soir à partir de 21h00, «Fracture» croise deux sentiers qui se rejoignent dans l'imaginaire, où se dessinent les prémices d'un chemin lumineux.

Guelma

La pièce «El Ouarta» de l'association Jeunes et Arts de Tablat présentée

La pièce de théâtre *El Ouarta* (la galère), produite par l'association «Jeunes et Arts» de Tablat (Médéa) a été présentée dans la soirée de lundi à la maison de la culture Abdelmadjid-Chafeï devant un public nombreux. Cette pièce, donnée dans le cadre du programme des soirées du Ramadhan, mise en scène, selon le concept «duo drama», a été écrite par Hani Mahfouz. L'œuvre raconte l'histoire d'un agriculteur sans histoire, vaquant paisiblement à ses activités quotidiennes, lorsqu'il se retrouve mêlé à une véritable embrouille en étant suspecté d'avoir commis plusieurs crimes dont il est totalement innocent. Mohamed Hellali (également metteur en scène) et Mourad Medjram, campant les rôles d'agriculteur et de l'enquêteur, ont excellé dans une interprétation qui fait la part belle à la comédie, mais porteuse de messages mettant en avant la nécessité de réfléchir profondément et de se montrer vigilant lorsqu'il s'agit de prendre une décision importante, et de savoir en assumer les conséquences. Le metteur en scène, Mohamed Hellali, a déclaré que sa vision de la mise en scène reposait sur une comédie fondée sur une forme d'exagération qui se substitue à la simple narration des faits durant le dialogue entre les acteurs. C'est ainsi, a-t-il expliqué, que les deux acteurs se mettent dans la peau de nombreux personnages.

Mostaganem

Un patrimoine historique et culturel qui témoigne de la richesse de son passé

Dominant la côte ouest de l'Algérie, la ville de Mostaganem recèle un patrimoine historique et culturel qui témoigne de la richesse de son passé. A travers ses monuments, ses ruelles anciennes et ses lieux de mémoire, la cité porte l'empreinte des différentes civilisations qui s'y sont succédé au fil des siècles. La vieille médina conserve encore une partie de son charme d'autrefois. Ses ruelles étroites, ses maisons traditionnelles et ses bâtisses anciennes rappellent l'organisation urbaine des villes maghrébines d'antan.

Les anciennes fortifications comptent parmi les vestiges les plus marquants, notamment la tour connue sous le nom de Bordj des Turcs. Erigée durant la période ottomane, cette construction servait de poste de surveillance destiné à protéger le littoral contre les attaques maritimes. Certains édifices ont été restaurés et reconvertis afin de préserver cet héritage. L'un d'eux abrite aujourd'hui un musée des arts populaires où sont exposées plusieurs pièces illustrant les traditions et le savoir-faire artisanal de la région.

Le palais attribué à Mohamed El Kebir, bey d'Oran au XVIIIe siècle, figure également parmi les monuments emblématiques de la cité. Cette résidence, utilisée lors de ses séjours à Mostaganem, présente une architecture marquée par des influences andalouses et ottomanes, témoignant du raffinement artistique de l'époque. La cité abrite aussi d'autres bâtiments historiques, tels que Dar El Kaïd et Dar El Kadi, situés dans le quartier de Derb. Ces édifices ont autrefois servi de centres administratifs et connu différentes fonctions au fil du temps. L'histoire de Mostaganem reste également liée à son ancien port, situé près de l'embouchure de l'oued Aïn Sefra. Pendant longtemps, celui-ci a constitué un important point d'échanges commerciaux sur la côte Ouest algérienne. Au-delà de son architecture, la ville se distingue par la richesse de son patrimoine religieux et spirituel. La mosquée de Tobbana ainsi que plusieurs zaouïas et mausolées de saints occupent une place importante dans la vie sociale et culturelle locale. Le poète et mystique Sidi Lakhdar Ben Khlouf demeure l'une des figures les plus célèbres de cet héritage spirituel. Son œuvre continue d'inspirer la poésie populaire et les traditions culturelles de l'Ouest algérien. Aujourd'hui, Mostaganem reste profondément attachée à la préservation de son patrimoine. Entre ses monuments, ses lieux spirituels et ses quartiers anciens, elle offre aux visiteurs l'image d'une cité où l'histoire se transmet de génération en génération.

Anthropic refuse de céder aux pressions du Pentagone et saisit la justice

Face aux pressions du département de la Défense, Anthropic passe devant les tribunaux pour protéger ses technologies et partenaires. Après plusieurs semaines d'échanges houleux, la société spécialisée dans l'intelligence artificielle, Anthropic, a finalement saisi la justice américaine pour s'opposer à une décision du Pentagone. L'enjeu : empêcher son inscription sur une liste noire nationale de sécurité. L'affaire s'inscrit dans un contexte où les relations entre les acteurs technologiques et le gouvernement fédéral n'ont jamais semblé aussi tendues. Tout remonte à la fin février. Le département de la Défense, dirigé par Pete Hesgeth, aurait fait pression sur Anthropic pour qu'elle retire certains garde-fous présents dans ses systèmes d'IA. L'objectif officiel : permettre un usage élargi, y compris dans des domaines controversés comme la surveillance de masse ou les armes autonomes. Or, le PDG Dario Amodei a fermement refusé toute compromission. Résultat immédiat : menaces de voir l'entreprise classée «risque pour la chaîne d'approvisionnement» et rupture du contrat public de 200 millions de dollars, sans compter l'ordre direct du président Trump intimant toutes les agences fédérales à cesser leurs relations avec la firme. Face à ces sanctions, Anthropic n'a pas tardé à réagir. Dans une plainte déposée devant les tribunaux, la société considère que cette désignation viole ouvertement les droits fondamentaux garantis par la Constitution américaine. Son argument central : «Ces actions sont sans précédent et illégales. La Constitution ne permet pas au gouvernement d'utiliser sa puissance pour punir une entreprise en raison de son expression protégée», affirme-t-elle via l'agence Reuters. Pour ses avocats, il s'agit autant d'une atteinte à la liberté d'expression qu'à la garantie d'une procédure équitable. Voici ce que précise un porte-parole de l'entreprise sur cette posture offensive :saisir la justice n'altère en rien leur engagement envers la sécurité nationale. L'action judiciaire vise avant tout à protéger l'entreprise, ses clients et partenaires. Le dialogue reste privilégié, malgré les tensions actuelles avec le gouvernement. Pour l'heure, difficile de prédire l'issue d'un conflit aussi emblématique des nouveaux rapports de force entre grandes entreprises technologiques et institutions étatiques américaines. Néanmoins, chez Anthropic, on insiste : «Cela reste une étape nécessaire pour défendre nos intérêts, tout en poursuivant chaque voie possible vers une résolution, y compris le dialogue avec le gouvernement».
Le dossier reste évolutif et pourrait faire date dans l'histoire récente des relations entre technologie et sécurité nationale aux États-Unis.



Jumpers de Pixar signe un exploit majeur au box-office



Le dernier film d'animation de Pixar, «Jumpers», vient de franchir une étape marquante au box-office, confirmant son succès auprès du public et renforçant la position du studio dans l'industrie cinématographique mondiale. Après une période délicate marquée par l'échec d'Elio, les studios Pixar viennent de signer un retour fracassant dans les salles obscures grâce à leur dernier-né, Jumpers. Ce film d'animation à l'intrigue inattendue — une jeune fille transférant sa conscience dans un robot castor pour vivre parmi les animaux — a su conquérir le public dès son lancement. Un pari audacieux qui, selon les premiers chiffres relayés par Deadline, s'avère payant : pas moins de 46 millions de dollars générés sur le marché américain lors du premier week-end, soit le meilleur démarrage pour un film d'animation original depuis Coco en 2017. Le choix stratégique d'une sortie début mars n'a rien d'anodin. Après l'échec commercial d'Elio, attribué en partie à la saturation du calendrier familial provoquée par les succès retentissants des remakes de Lilo & Stitch et de How to Train Your Dragon, Jumpers a bénéficié d'une fenêtre beaucoup plus favorable. À ce moment-là, seule la production animée GOAT pouvait lui faire de l'ombre, mais son impact restait modéré. Résultat : un démarrage mondial à hauteur de 88 millions de dollars et une note exceptionnelle «A» au CinemaScore, confirmant un bouche-à-oreille très positif. Rappelons que la crise de la Covid-19 avait chamboulé les habitudes du public vis-à-vis des films Pixar. La sortie directe sur Disney+ de titres comme Soul, Luca ou encore Alerte rouge, avait fini par installer le studio dans une logique essentiellement numérique. Si le retour en salles fut contrasté — on pense aux échecs de Lightyear ou d'Elio, mais aussi au triomphe planétaire de Vice-versa 2 —, la performance de Jumpers prouve que l'appétit du public demeure vif pour des créations originales portées par une narration inventive. Face à cette embellie inattendue, quelques enseignements s'imposent. D'abord, la possibilité que la fenêtre printanière devienne le créneau privilégié pour tester des projets originaux risqués — tandis que les blockbusters attendus comme Toy Story 5 ou encore un possible troisième opus des Indestructibles resteront ancrés dans la traditionnelle période estivale. Ensuite, cette dynamique encourage clairement les équipes à persévérer dans l'innovation : plusieurs projets sont déjà annoncés dont le très attendu «Gatto», un film centré sur les chats prévu l'an prochain, ainsi qu'un mystérieux musical en préparation.

Un athlète ukrainien gagne une médaille olympique et remercie ChatGPT : «depuis six mois, je m'entraîne avec l'IA»

Il a insisté sur le rôle du chatbot dans sa réussite. Sur le papier, l'Ukrainien Maksym Murashkovskyi a frôlé la victoire ce dimanche sur l'épreuve de biathlon, battu de peu par le chinois Dang Hesong, qui rafle la médaille d'or. Mais au-delà du sport, l'athlète a tenu à rendre hommage à un allié inattendu dans sa réussite : ChatGPT. Il qualifie cette intelligence artificielle de «technologie révolutionnaire». Et le sportif âgé de 25 ans de préciser son usage aux journalistes venus l'interroger : «Ces six derniers mois, je me suis entraîné avec ChatGPT». Plus précisément, Maksym Murashkovskyi indique avoir utilisé le chatbot d'OpenAI d'une manière surprenante : «Ce n'était pas seulement une question de tactique. Cela représentait la moitié de mon plan d'entraînement, ma motivation, etc. C'était donc un élément essentiel de mon entraînement. Je l'utilisais comme psychologue, entraîneur et, parfois, comme médecin». Selon lui, le modèle de langage a fait la différence, car il lui a permis de s'entraîner différemment par rapport à ce que lui aurait proposé une «formation classique, telle que j'ai toujours faite, avec des humains». Enthousiaste, il prophétise que l'IA pourrait bientôt remplacer les coachs humains : «Pas complètement avant cinq à dix ans. Mais en partie, assurément». Enfin, Maksym Murashkovskyi est revenu sur l'utilisation de cette innovation au sens large et il se montre bien moins optimiste. Il conclut néanmoins : «Mais c'est comme en chimie ou en biologie : certains peuvent l'utiliser à bon escient, d'autres à mauvais escient. Je l'utilise pour l'apprentissage, les langues, certains de mes projets, en chimie, en biologie et dans le sport.»



Quand la police utilise Waze pour faire ralentir les conducteurs



Comme chacun sait, Waze permet de signaler la présence des forces de l'ordre aux autres usagers. Pour inciter les conducteurs à lever le pied, des policiers malicieux ont signalé plus d'une dizaine de radars sur une même route, suscitant des réactions outrées sur les réseaux sociaux. Le signalement de la présence de la police est une l'une des fonctionnalités les plus appréciées de Waze. Celle-ci permet, notamment aux automobilistes d'anticiper la présence de radars mobiles et de ralentir en conséquence à leur approche. Aux États-Unis, la police d'Alexandria (New Hampshire) a voulu leur jouer un tour en signalant plus d'une dizaine de radars sur une même route. Objectif de la manœuvre : inciter les automobilistes à lever le pied en les contraignant à ralentir entre le premier et le dernier rapport, soit sur une plus longue portion de route. L'initiative a été partagée sur le compte Facebook Alexandria NH Police, capture d'écran à l'appui. «Cher Waze, Nous pouvons tous jouer à ce jeu, même nous», peut-on notamment lire en légende. La publication est rapidement devenue virale, avec près de 500 commentaires et 125 partages. Certains internautes ont toutefois critiqué l'initiative, estimant que la police avait mieux à faire que d'inonder l'application Waze de faux signalements. Pour se défendre, les principaux intéressés ont assuré que la manipulation était très simple à réaliser, puisqu'ils se trouvaient déjà sur la route : «À votre avis, combien de temps cela nous a-t-il pris pendant que nous patrouillions en ville ?» On peut toutefois douter de l'efficacité d'une telle action à l'aune des mécanismes de modération automatique de Waze contre le spam. Lorsqu'un compte envoie des signalements trop rapprochés géographiquement ou temporellement, l'algorithme peut décider d'ignorer ces données. L'utilisateur verra bien ses signalements apparaître sur son écran, mais ces derniers ne seront pas diffusés chez les autres Wazers. Ce n'est pas la première fois que les forces de l'ordre tentent d'exploiter l'application pour faire ralentir les voitures. En Angleterre, la police du Surrey avait, notamment signalé des patrouilles fantômes sur Waze pour inciter les conducteurs à rouler moins vite.

Guerre au Moyen-Orient

Israël en État de choc face aux nouveaux missiles de l'Iran

Des informations circulant dans certains médias affirment qu'un nouveau missile iranien aurait frappé un bunker souterrain secret en Israël, supposément lié à la sécurité du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Cette attaque présumée intervient dans un contexte de fortes tensions militaires entre l'Iran et Israël, avec des frappes et contre-frappes visant des infrastructures stratégiques.
Les nouveaux missiles iraniens ont démontré des capacités que ni Tel Aviv ni Washington n'avaient anticipées — et le célèbre Dôme de Fer, censé rendre Israël invulnérable, s'est retrouvé impuissant face à une technologie de fragmentation qui change définitivement les règles de l'engagement militaire. Nous examinons les spécifications techniques de ces nouvelles armes iraniennes, pourquoi elles rendent obsolètes les systèmes de défense les plus coûteux au monde, ce que la coopération russo-iranienne dans le renseignement signifie pour la suite du conflit, et pourquoi l'Iran ne semble pas seulement survivre à cette guerre — mais la dominer d'une façon que personne en Occident n'avait prévue. Cet évenement coincide avec la tension qui monte dangereusement entre les États-Unis et l'Iran. Dans cette nouvelle escalade géopolitique, Donald Trump réagit avec colère après que l'Iran a rejeté une nouvelle proposition de cessez-le-feu. Alors que le conflit au Moyen-Orient s'intensifie, les déclarations explosives de Trump relancent les craintes d'une guerre plus large impliquant plusieurs puissances régionales. Selon plusieurs rapports récents, Téhéran refuse toute capitulation ou accord imposé par Washington, tandis que l'administration américaine laisse entendre que toutes les options restent sur la table, y compris une escalade militaire. Donald Trump a même évoqué la possibilité d'une intervention plus directe si la situation continue de se détériorer. Dans cette vidéo, nous analysons : pourquoi l'Iran rejette le cessez-le-feu La réaction explosive de Donald Trump Les risques d'escalade militaire au Moyen-Orient Ce que cela signifie pour la stabilité mondiale. La crise entre Washington et Téhéran pourrait-elle dégénérer en conflit majeur. Le conflit irano-israélien est de plus en plus médiatisé à l'échelle internationale en raison de son potentiel à exacerber les tensions au Moyen-Orient. De nombreux analystes militaires estiment que cette attaque pourrait constituer un tournant dans la dynamique géopolitique de la région.Que se passe-t-il réellement au Moyen-Orient aujourd'hui ? Israël a de nouveau été secoué par des tirs de missiles balistiques après une vague d'attaques iraniennes qualifiée d'une des plus graves escalades du conflit régional. Des villes importantes comme Tel-Aviv auraient figuré parmi les principales cibles, provoquant la panique et renforçant les inquiétudes en matière de sécurité nationale. Des images impressionnantes circulant en ligne affirment que des missiles iraniens ont atteint le centre de Tel Aviv, touchant potentiellement un important abri souterrain qui serait lié aux dirigeants israéliens. Incendies, débris et interventions d'urgence alimentent les spéculations. Selon les analystes, ces tirs de missiles testent les systèmes de défense israéliens, soulevant de nouvelles inquiétudes quant à la profondeur de pénétration des projectiles dans les zones urbaines protégées. Dans cette perspective des missiles visant la plus grande base militaire américaine au Moyen-Orient ont provoqué une



onde de choc dans le golfe Persique. Selon des informations, l'Iran a lancé des missiles balistiques sur la base aérienne d'Al Udeid au Qatar, centre névralgique des opérations aériennes américaines dans la région. Les autorités iraniennes qualifient cette frappe de riposte réussie, tandis que les responsables de la défense américaine affirment que la défense aérienne a intercepté plusieurs missiles et que la base reste opérationnelle.

Ahsene Saaid

Liban

L'agression sioniste fait 486 martyrs et 1313 blessés en une semaine

L'agression sioniste contre le Liban a fait 486 martyrs et 1313 blessés en une semaine, alors que le pays est soumis à d'intenses bombardements, a indiqué, lundi le ministère libanais de la Santé. Le bilan précédent annoncé dimanche par les autorités faisait état de 394 personnes, dont 83 enfants et 42 femmes tombées en martyres depuis le début de cette nouvelle agression sioniste contre le Liban.

Exode massif au Liban à cause des bombardements sionistes, selon l'ONU

Près de 700 000 personnes, dont environ 200 000 enfants, ont été déplacées au Liban qui est soumis depuis une semaine à d'intenses bombardements sionistes, ont indiqué les Nations unis mardi. Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), les nouveaux déplacés s'ajoutent aux dizaines de milliers de personnes déjà déracinées lors des agressions sionistes précédentes au Liban.Un précédent bilan fourni, dimanche par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) faisait état de 517 000 déplacés recensés auprès du ministère des Affaires sociales, dont plus de 117 000 hébergés dans des centres d'accueil. Les agences humanitaires affirment que le nombre réel de personnes contraintes de quitter leur domicile pour se réfugier ailleurs est probablement bien plus élevé. Ces derniers mouvements de populations interviennent alors que le Liban continue d'être pris pour cible par l'entité sioniste qui multiplie les ordres de déplacement dans plusieurs zones. Outre l'ordre émis pour un quartier de la ville de Sour, l'entité sioniste a également renouvelé son ordre de déplacement forcé pour toute la zone située au sud du fleuve Litani pour la troisième fois depuis le début de l'escalade, et pour la banlieue sud de Beyrouth pour la deuxième fois. Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), ces mesures émises par l'entité sioniste, combinés à l'intensification des frappes aériennes dans plusieurs gouvernorats, représentent «un tournant humanitaire important, provoquant le déplacement de centaines de milliers de personnes». «Des familles déplacées vivent ainsi dans la rue et dorment dans leur voiture, les conditions météorologiques étant difficiles, en particulier pour les enfants pendant la nuit», a détaillé l'OCHA dans son dernier rapport, déplorant des difficultés d'accès humanitaire qui aggravent la vulnérabilité des enfants face aux combats en cours. Selon l'Unicef, au moins 83 enfants sont tombés en martyrs et 254 autres blessés depuis le 2 mars, date à laquelle l'agression sioniste s'est intensifiée. En moyenne, plus de 10 enfants sont tombés en martyrs chaque jour au Liban au cours de la semaine dernière, et environ 36 enfants ont été blessés chaque jour. Au cours des 28 derniers mois, 329 enfants sont tombés en martyrs au Liban et 1632 blessés.

Le gouvernement libanais s'efforce de protéger les infrastructures vitales

Le ministre libanais de l'Information, Paul Morcos, a affirmé que le gouvernement du Liban travaillait quotidiennement pour protéger les infrastructures et les installations vitales, tout en œuvrant à contenir l'agression sioniste contre le pays. Morcos a indiqué, lundi soir, que «le président de la République, le Premier ministre et le gouvernement (du Liban) travaillent quotidiennement pour protéger les infrastructures et les installations vitales et les éloigner du danger de la guerre, tout en oeuvrant à contenir l'escalade parallèlement à la satisfaction des besoins humanitaires». Il a ajouté que «les ministres tiennent des réunions matinales quotidiennes sous la présidence du Premier ministre, afin de coordonner l'action entre les différents ministères et de suivre les besoins des citoyens, notamment en ce qui concerne les dossiers de l'aide humanitaire et de l'approvisionnement, ainsi que l'impact de la hausse mondiale des prix du pétrole sur le marché local». Et de conclure que «le gouvernement œuvre à assurer la continuité de l'approvisionnement en produits essentiels, médicaux et alimentaires, ainsi qu'à faciliter l'acheminement des cargaisons de ravitaillement vers les différentes régions, conformément aux orientations du président de la République et du Premier ministre.

Palestine

L'OCHA met en garde contre le maintien de la fermeture des points de passage à Ghaza

Le bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a mis en garde contre la poursuite de la fermeture des points de passage autour de Ghaza, soulignant que cette situation continue de compromettre les opérations humanitaires dans l'enclave. L'OCHA a indiqué que la fermeture persistante du point de passage de Zikim contraint les travailleurs humanitaires à réacheminer les fournitures vitales via le point de passage de Karam Abou Salem, qui demeure le seul passage encore opérationnel, un itinéraire plus long et plus coûteux.Selon la même source, certains travailleurs humanitaires ont été autorisés, il y a deux jours, à effectuer des rotations pour entrer et sortir de Ghaza pour la première fois depuis le début de l'escalade de la violence le 28 février dernier, et ce, via le point de passage de Karam Abou Salem. Toutefois, les évacuations médicales ainsi que le retour des Palestiniens depuis l'étranger restent suspendus en raison du maintien de la fermeture du point de passage de Rafah. Entre-temps, les Nations unies et leurs artenaires continuent de saisir toute opportunité pour soutenir les populations dans le besoin et étendre leurs opérations humanitaires dans la mesure du possible.

ONU

Les attaques contre les écoles en période de conflit ont augmenté de 166 %

Les attaques contre les écoles en période de conflit ont augmenté de 166% entre 2021 et 2024, déplore le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), citant le cas du Soudan, de Ghaza ou encore de Myanmar. Selon le HCDH, au Soudan, les écoles sont bombardées, occupées à des fins militaires ou contraintes de fermer. En conséquence, treize millions d'enfants ne sont plus scolarisés. En 2024, dernière année pour laquelle des données sont disponibles, près d'un enfant sur six dans le monde, soit environ 470 millions, a été directement affecté par les conflits armés. Ces statistiques mondiales prennent une dimension tragique quand on observe la situation «tout aussi dévastatrice» à Ghaza.
«L'enclave palestinienne compte, aujourd'hui le plus grand nombre d'enfants amputés par habitant au monde, certains enfants ayant subi plusieurs amputations», affirme le HCDH. Pis encore, longtemps après la fin des combats, les enfants continueront d'être exposés à des risques mortels dans leur vie quotidienne. Malgré l'ampleur de ces tragédies, les réponses politiques restent insuffisantes. «Il existe toujours un profond manque de volonté politique pour prévenir les souffrances des enfants dans les zones de conflit», a regretté, lundi la Haut commissaire adjointe aux droits de l'homme, Nada Al Nashif devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Mme Al-Nashif qui s'exprimait lors d'un panel sur les droits des enfants dans les conflits armés a regretté que des «Etats puissants affaiblissent le système multilatéral et sapent le respect du droit international». Tandis que la responsabilité politique reste insuffisante, les violations contre les enfants se poursuivent sur le terrain. Selon la représentante spéciale du secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Vanessa Frazier, les parties au conflit ont continué de commettre de graves violations à l'encontre des enfants. «Des enfants ont été tués et mutilés, recrutés et utilisés, enlevés, victimes de viols et d'autres formes de violence sexuelle, privés d'accès à l'aide humanitaire et touchés par des attaques contre des écoles et des hôpitaux», a-t-elle affirmé.
De plus, l'utilisation d'armes explosives dans des zones peuplées, l'utilisation militaire d'écoles, les déplacements forcés et les crises prolongées ont aggravé leurs souffrances et compromis leur avenir.Ces expériences tragiques trouvent un écho bouleversant dans la voix des enfants eux-mêmes. Mme Frazier a ainsi relayé les mots poignants d'un enfant palestinien ayant participé à la campagne».

EN

Farès Ghedjemis dans la présélection ?

À trois mois de la Coupe du Monde de football 2026, Vladimir Petković continue d'élargir son vivier avec l'Algérie. La liste élargie préparée pour le rassemblement de mars devrait ainsi comporter plusieurs nouveaux visages, dont celui de Farès Ghedjemis.

L'ailier droit de Frosinone Calcio ferait en effet, son apparition dans la présélection pour les matchs amicaux contre le Guatemala (27 mars) et l'Uruguay (31 mars), renforçant un secteur offensif déjà bien fourni chez les Fennecs. Âgé de 23 ans, Farès Ghedjemis réalise actuellement la saison la plus aboutie de sa carrière avec 10 buts et 3 passes décisives en Serie B. Né à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, et d'origine algérienne, il a suivi un parcours atypique avant d'atteindre le niveau professionnel. Passé par Chelles, il poursuit sa formation à ES Troyes AC puis au Le Havre AC, où il évolue, notamment avec l'équipe réserve en National 3. Comme un certain Riyad Mahrez avant lui, il a donc également été formé au Havre. Après plusieurs étapes dans le football français – notamment à Évreux, Vannes puis FC Rouen – il franchit un cap en janvier 2024 en rejoignant Frosinone pour environ 300.000 euros. Ses prestations en Italie n'ont pas laissé indifférent. Plusieurs clubs auraient déjà manifesté leur intérêt lors du dernier mercato hivernal, même si le joueur a finalement poursuivi l'aventure avec Frosinone. Pour autant, la présence de Ghedjemis dans cette liste élargie ne garantit en rien une place dans le groupe final. La hiérarchie à son poste reste relativement stable depuis le début de la saison. Le capitaine Riyad Mahrez demeure le titulaire indiscutable sur le flanc droit, avec Anis Hadj Moussa comme joker de luxe et Ilan Kebbal juste derrière. Dans ce contexte, l'intégration du joueur de Frosinone apparaît surtout comme une option supplémentaire, notamment en cas d'absence ou de blessure d'un des trois habitués du poste.

Une récompense pour ses performances

Arrivant en fin de contrat en juin prochain, Ghedjemis pourrait franchir un nouveau palier dès l'été en rejoignant un club évoluant dans un championnat de première division. Sa présence dans la liste élargie de l'Algérie apparaît donc comme une récompense pour ses performances récentes, mais aussi comme un signal envoyé par Petkovic : les portes de la sélection restent ouvertes pour les joueurs capables de se distinguer en club, même en deuxième division. Même si la concurrence reste forte à droite, l'arrivée de nouveaux profils comme celui de Ghedjemis pourrait offrir davantage d'options offensives aux Fennecs dans les mois à venir.

Bessa N.



Dinamo Zagreb

Bennacer sur le point de retrouver la compétition



Après près de deux mois d'absence, Ismaël Bennacer s'apprête, enfin, à retrouver les entraînements avec Dinamo Zagreb, club croate qu'il a rejoint cet été en prêt en provenance de l'AC Milan. Le milieu de terrain international algérien, âgé de 28 ans, avait été contraint de quitter les terrains, suite à une blessure contractée lors de la rencontre de la Coupe d'Afrique des Nations opposant l'Algérie à la République démocratique du Congo, le 6 janvier dernier. Son retour à la compétition avec Dinamo, le 25 janvier contre Osijek en championnat, avait été marqué par une rechute qui l'a tenu éloigné des pelouses pendant neuf matchs consécutifs, toutes compétitions confondues, dont six en championnat, deux en Ligue Europa et une en Coupe de Croatie. Le joueur avait suivi un protocole de soins intensif à l'hôpital Aspetar, avant de recevoir le feu vert médical. Selon le média croate Index, Bennacer reprendra donc les entraînements dès aujourd'hui, une nouvelle qui pourrait également soulager le sélectionneur algérien Vladimir Petkovic, longtemps préoccupé par la condition physique de son milieu depuis la CAN. Cette reprise permet à Bennacer d'envisager une place dans le groupe pour les prochains matchs amicaux de l'Algérie face au Guatemala et à l'Uruguay. Pour autant, son retour au Dinamo Zagreb pourrait être moins simple qu'annoncé.

La presse locale souligne que l'entraîneur Mario Kovačević pourrait limiter son temps de jeu, invoquant des choix tactiques. Dinamo a, en effet, réalisé de bons résultats en son absence, consolidant sa première place en championnat et atteignant le carré final de la Coupe de Croatie. Le club dispose ainsi d'une certaine marge de manœuvre, ce qui pourrait réduire le rôle de Bennacer dans l'effectif dès son retour. Le milieu algérien reste, néanmoins, un joueur clé sur le plan économique. Il est considéré par les médias croates comme le joueur le plus cher du Dinamo, avec une valeur estimée à 9 millions d'euros, et bénéficie d'un salaire d'environ 800.000 euros, pris en charge à un tiers par le club croate. Si Dinamo décide de lever l'option d'achat, Bennacer pourrait s'y engager définitivement. Dans le cas contraire, il retournerait à Milan, avec des antécédents de blessures et un contrat conséquent, ce qui pourrait compliquer son intégration. Avant son prêt, Bennacer avait connu sa meilleure saison en 2022-2023 avec le club lombard, disputant 40 matchs, inscrivant 3 buts et délivrant 2 passes décisives, après avoir atteint sa valeur marchande maximale de 40 millions d'euros selon Transfermarkt. Sa saison actuelle au Dinamo, interrompue par les blessures, n'a vu que 12 apparitions en championnat, avec 1 but et 2 passes décisives. Le retour de Bennacer sera donc scruté avec attention, tant par son club croate que par l'équipe nationale qui attend de voir son meneur de jeu retrouver son rythme et son impact sur le terrain, après cette période délicate marquée par les blessures. Sa capacité à s'imposer à nouveau dans l'effectif du Dinamo et à répondre présent pour les Verts sera déterminante pour la suite de sa saison et son avenir proche.

Saudi Roshan League

Mahrez remporte le prix du plus beau but de la Ligue saoudienne

L'international algérien, Riyad Mahrez, a remporté le prix du plus beau but de la 25e journée de la Saudi Roshan League.

Le couronnement de Mahrez est survenu après le magnifique but qu'il a marqué lors du derby entre son club Al-Ahli et son rival traditionnel Al-Ittihad Jeddah, un match qui s'est terminé par la victoire d'Al-Ahli sur le score de trois buts à un (3-1), au cours duquel le capitaine de l'équipe nationale a réalisé une performance remarquable et a contribué directement à décider du match en faveur de son équipe. Mahrez a surpassé à la fois l'Italien Matteo Retigi, joueur d'Al-Qadisiyah, qui a marqué contre Al-Kholoud, et le Grec Giorgos Masouras, joueur d'Al-Khaleej, après son but contre Al-Hazm. Al-Ahli poursuit sa série de bons résultats en championnat, occupant la deuxième place du classement avec 62 points, à seulement deux points du leader, Al-Nasr.



CFR Cluj

Islam Slimani vers la sortie

L'avenir de l'international algérien Islam Slimani au sein du club roumain CFR Cluj semble de plus en plus incertain. Arrivé avec l'espoir de relancer sa carrière en Europe, l'attaquant de 37 ans ne paraît plus entrer dans les plans du club, qui ne serait pas disposé à prolonger son contrat à l'issue de la saison en cours. Ces dernières semaines, les performances du meilleur buteur de l'histoire de la sélection algérienne ont suscité de nombreuses critiques, notamment après l'élimination de Cluj en quart de finale de la Coupe. Lors de cette rencontre, Slimani était entré en jeu en seconde période mais avait manqué une occasion franche qui aurait pu changer l'issue du match. Cet épisode a rapidement alimenté les commentaires au sein du club et dans les médias roumains. Le directeur sportif de Cluj, Bogdan Mara, s'était exprimé à ce sujet peu après la rencontre. Sans détour, il avait reconnu que l'attaquant algérien n'était pas dans sa meilleure forme : «En réalité, il n'a pas été inspiré. Lui aussi traverse une période difficile, peut-être à cause du manque de temps de jeu. Tout cela s'accumule et peut parfois conduire à ce type de décisions et de résultats», avait-il expliqué. Quelques jours plus tard, le responsable du club roumain a de nouveau évoqué le cas de Slimani, laissant cette fois clairement entendre que Cluj ne comptait pas activer l'option présente dans son contrat. Celle-ci permettrait pourtant de prolonger l'engagement du joueur jusqu'au 30 juin 2027. Dans une déclaration accordée à la Chaîne roumaine FANATIK, Bogdan Mara s'est montré prudent quant à l'avenir de l'attaquant : «Nous ne savons pas encore. Nous préparons progressivement notre stratégie pour l'été. L'hiver a été difficile et compliqué pour nous. Il y a certaines choses que nous savons déjà et que nous préparons afin d'avoir une équipe plus homogène et plus forte la saison prochaine», a-t-il indiqué. Selon plusieurs médias roumains, ces propos confirment la tendance actuelle : le club ne serait pas disposé à activer l'option de prolongation et laisserait ainsi le joueur partir libre à la fin de son contrat, prévue le 30 juin prochain. L'ancien attaquant du CR Belouizdad avait rejoint le championnat roumain avec l'ambition de donner un nouvel élan à sa carrière après un passage mitigé en Algérie. Son arrivée à Cluj avait d'ailleurs suscité un accueil chaleureux de la part de la direction et des supporters du club. Pour revenir en Europe, Slimani avait consenti un sacrifice financier important en acceptant une forte réduction de salaire. L'objectif était clair : retrouver de la visibilité et espérer attirer à nouveau l'attention du staff de l'équipe nationale algérienne. Cependant, la réalité sportive s'est révélée plus compliquée. L'attaquant n'a que rarement été titularisé et a accumulé un temps de jeu limité. Depuis le début de la saison, il n'a disputé que 15 rencontres pour un total de 474 minutes, inscrivant un seul but. À l'approche du mercato estival, l'avenir de Slimani reste donc suspendu aux décisions de Cluj. Une chose semble toutefois se dessiner : l'expérience roumaine de l'avant-centre algérien pourrait toucher à sa fin après seulement une saison, ouvrant la voie à un nouveau chapitre dans la carrière d'un joueur qui a longtemps marqué l'histoire du football algérien.



Ligue 1 Mobilis

La violence indéracinable dans nos stades

Malgré les contraintes et recommandations dictées par la FAF, en interdisant entre-autres le déplacement des supporters à l'extérieur, la réduction du nombre des spectateurs en imposant une jauge, la violence dans nos stades est toujours d'actualité.

On peut même dire qu'elle a la peau dure comme en témoignent les incidents et dépassements qui ont émaillé de nombreuses rencontres ces dernières semaines. Un fléau qu'on n'arrive pas à éradiquer, en dépit des sévères sanctions infligées aux belligérants. Ce qui s'est passé, récemment lors des quarts de finale de la Coupe d'Algérie ayant opposé le CRB et le MCA reflète bien le climat malsain régnant dans la majorité de nos stades. Il est vrai que la réputation de la rivalité entre les deux clubs voisins est légendaire, mais chaque fois on monte d'un cran dans l'hostilité de part et d'autre. Les fans des deux camps font montre d'une animosité les uns envers les autres qui dépasse tout entendement ou le cadre purement sportif. Des jets de pétards et d'objets de toutes sortes tout au long de la rencontre sur les joueurs adverses tout en les couvrant d'insultes infamantes, ce n'est plus un match de football, mais le stade en folie.

La rivalité à elle seule n'explique pas toute cette haine viscérale déversée sur l'adversaire. Elle a sûrement d'autres causes plus enfouies qu'il faudra peut-être aller creuser dans le mal-être de la jeunesse de notre pays. Un problème socio-culturel accentué par l'appartenance aux groupes de supporters qui donne ce sentiment de puissance et d'invulnérabilité. De nos jours, le fan est devenu plus important que le club qui subit du reste les affres de ses propres supporters. C'est ainsi que le CRB vient d'être sanctionné de deux matches à huis clos pour «jets de fumigènes sur la pelouse ayant causé des dommages corporels aux joueurs de l'équipe adverse», indique la commission de discipline de la LNF. Les joueurs sur le terrain et les officiels ne sont pas exempts de tout reproche non plus. Souvent, ils adoptent un comportement belliqueux faisant fi de toutes les règles du fair-play et de sportivité. Ce qui conduit parfois à des accrochages, ajoutant de l'huile sur le feu. Chaque fois, la commission de discipline suspend nombre d'entre eux, sans oublier les lourdes amendes infligées aux clubs et dont apparemment ils ne soucient guère. Rien que cette semaine, la JSK et l'ES Mostaganem ont écopé respectivement d'un et de deux matchs à huis clos. Il faut également signaler les graves incidents qui ont caractérisé la rencontre mettant aux prises l'ASO à l'ESS. Deux joueurs Chélifiens, Belalem Djamel et Belaribi Yasser sont suspendus provisoirement «jusqu'à audition le jeudi 12 mars 2026», alors que l'entraîneur sétifien, l'entraîneur de l'ESS, est également convoqué au siège de la Ligue le même jour. C'est à désespérer du comportement négatif des acteurs et des supporters du ballon rond chez nous. Chaque saison, c'est le même mauvais scénario qui se répète. On n'arrive même pas à interdire l'utilisation des fumigènes dans nos stades.



Ali Nezlioui

La 24e journée fixée aux 17 et 18 mars

La 24e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, se jouera dans son intégralité les mardi 17 et mercredi 18 mars, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP), lundi soir sur son site officiel. Cette journée débutera le mardi 17 mars avec quatre matchs au menu, dont celui du leader, le MC Alger, à domicile face à l'USM Khenchela (22h00). Le lendemain, autant de rencontres seront au programme, avec à l'affiche USM Alger-ES Sétif, prévue au stade olympique du 5-Juillet (22h00). La 23e journée est programmée vendredi prochain, et sera tronquée de deux rencontres : MB Rouissat-USM Alger et ES Sétif-CR Belouizdad, reportés, en raison de l'engagement des deux clubs algérois en quarts de finale (aller) de la Coupe de la Confédération, prévus samedi et dimanche. Au classement, le MCA caracole en tête avec 40 points, à trois longueurs sur son poursuivant direct, le CS Constantine (37 points).

Le programme de la 24e journée de L1:

Mardi 17 mars 2026 :	
ES Mostaganem - Paradou AC	15h00
Olympique Akbou - CS Constantine	15h00
MC Alger - USM Khenchela	22h00
MC Oran - MC El-Bayadh	22h00
Mercredi 18 mars 2026 :	
ES Ben Aknoun - MB Rouissat	15h00
USM Alger - ES Sétif	22h00
JS Kabylie - JS Saoura	22h00
CR Belouizdad - ASO Chlef	22h00.

Salle OMS du Complexe sportif Miloud-Hadefi d'Oran

Un carrefour incontournable des championnats nationaux et internationaux



La salle omnisports du Complexe sportif Miloud-Hadefi d'Oran s'est imposée, depuis son inauguration en 2022, comme un véritable joyau du sport en Algérie, capable d'accueillir des événements de renommée internationale. Avec une capacité de plus de 6000 spectateurs, cette infrastructure moderne est rapidement devenue le théâtre de compétitions prestigieuses, illustrant le dynamisme et l'ambition du pays dans le domaine sportif. Le lancement de la salle a coïncidé avec les Jeux Méditerranéens 2022, où elle a accueilli les épreuves de gymnastique et de handball, marquant ainsi le début de son rôle de plateforme sportive polyvalente. Depuis, elle a été le cadre des Championnats arabes de gymnastique 2022, des Jeux sportifs arabes 2023, du Championnat du monde de Yosikan Budo 2024, ainsi que de la Coupe du Monde d'escrime 2024, démontrant sa capacité à s'adapter à de multiples disciplines grâce à sa modularité et à ses équipements de pointe. En 2024, la salle a accueilli les championnats d'Afrique des clubs (messieurs et dames), avant de franchir une nouvelle étape en 2025 en recevant la Coupe d'Afrique des Nations féminine de handball pour les catégories U19 et U17, consolidant ainsi son statut de centre névralgique pour le sport continental.

Une scène majeure pour le sport national

La salle polyvalente joue également un rôle central dans le paysage sportif national. Elle a notamment accueilli la finale de la Coupe d'Algérie de handball 2022-2023, la phase finale du Championnat d'Algérie de Futsal (2024), le Championnat national de haltérophilie 2025, ainsi que de nombreuses autres compétitions locales, dont tout récemment le Championnat d'Algérie individuel (seniors) de judo. Ces événements offrent aux athlètes un cadre à la hauteur de leurs ambitions et contribuent au développement de la pratique sportive à l'échelle locale. Grâce à son architecture contemporaine et à ses équipements de dernière génération, la salle peut accueillir une grande variété de disciplines basket-ball, handball, volley-ball, judo, lutte, boxe, gymnastique, tennis de table ou badminton. Sa configuration flexible et modulable lui confère une polyvalence exceptionnelle, adaptée aux besoins des sportifs comme à ceux du public.

Une vocation internationale confirmée

En 2026, la salle poursuit son rayonnement international avec l'organisation de plusieurs événements majeurs, dont le Championnat d'Afrique des clubs de judo, prévu pour le dernier trimestre. Cette compétition historique marque une nouvelle étape dans l'ouverture de la salle à diverses disciplines sur le plan continental. Elle accueillera également d'autres tournois internationaux de handball, de gymnastique et d'escrime, renforçant la position d'Oran comme hub sportif majeur. Fort de son succès dans l'organisation de compétitions nationales et internationales, le Complexe sportif Miloud-Hadefi s'affirme comme l'un des principaux centres sportifs d'Algérie. Il constitue une véritable vitrine capable d'attirer des événements prestigieux, illustrant le développement significatif des infrastructures sportives du pays et renforçant la présence de l'Algérie sur la scène sportive mondiale. Le nouveau directeur du complexe, Badreddine Gharbi, qui avait précédemment exercé la fonction de directeur de la Jeunesse et des Sports lors de la construction de l'infrastructure, s'est engagé, dans une déclaration à «conserver cet acquis, partie intégrante du riche héritage des Jeux Méditerranéens 2022, tout en œuvrant à l'améliorer davantage».

Bagarre générale au Brésil

23 joueurs expulsés lors d'un match de foot

Une bagarre géante entre les équipes de Cruzeiro et de l'Atlético Mineiro a provoqué l'expulsion de 23 joueurs, ce qui constitue un record dans le football brésilien, selon la presse locale. Les coups ont volé à la toute fin du temps additionnel de la finale du Championnat de l'Etat du Minas Gerais, remportée, dimanche, par Cruzeiro (1-0), club basé à Belo Horizonte. L'arbitre Matheus Candançan a expulsé 12 joueurs de Cruzeiro et 11 de l'Atlético dont Hulk, l'ancienne star du FC Porto, et l'ex-Marseillais Renan Lodi. «Je présente mes excuses à tous ceux qui étaient dans le stade, à ceux qui regardaient la télévision et surtout aux enfants qui trouvent leur inspiration dans le football», s'est excusé Hulk lundi. «Ce que nous avons vu n'est pas l'exemple que nous voulons donner», a poursuivi l'attaquant de 39 ans. Le précédent record brésilien de cartons rouges dans un match s'élevait à 22, à l'occasion d'un match de 1954, selon un site spécialisé. Le record mondial de 36 expulsions (22 joueurs et 14 remplaçants), validé par le Guinness des records, a été établi en février 2011 à l'occasion d'un match de cinquième division argentine, entre Claypole et Victoriano Arenas.



L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information

Météo	Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
Min°	22°	19°	23°	17°	30°
Max°	12°	11°	11°	7°	17°

Horaires des prières Alger	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
	05h41	12h58	16h17	18h50	20h11

Hadj

Les pèlerins invités à réserver leurs billets dans les plus brefs délais

L'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO) invite l'ensemble des pèlerins concernés par la saison du Hadj 1447h/2026 à réserver leurs billets dans les plus brefs délais, via le portail algérien du Hadj, afin d'éviter d'éventuelles difficultés organisationnelles.

Pour prévenir toute difficulté pouvant entraver les pèlerins, le directeur des systèmes d'information chargé de la direction du Hadj au sein de l'Office, Mohamed Amine Bounemra, a déclaré que l'ensemble des pèlerins sont tenus de «respecter les échéances annoncées», précisant qu'ils sont invités à consulter le lien suivant : https://bawabetelhadj.dz/scheduledtrips pour obtenir davantage de détails sur les vols et les dates d'ouverture des réservations. Concernant l'ouverture des comptes des pèlerins sur l'application «Rakb Alhajij», le même responsable a précisé que l'accès s'effectue en utilisant les mêmes identifiants que pour le portail «Bawabet El Hadj», invitant les personnes souhaitant voyager au sein d'un même groupe à «s'assurer de la création d'un groupe et de l'inscription de l'ensemble des noms des pèlerins via le portail avant d'entamer la réservation, afin d'éviter leur séparation sur différents vols».

Les 12 aéroports de départ dédiés à la saison du Hadj cette année sont : Houari-Boumédiène (Alger), Mohamed-Boudiaf (Constantine), Rabah-Bitat (Annaba), Aïn Beïda (Ouargla), Ahmed-Ben Bella (Oran), Boudghene-Benali Lotfi (Béchar), Cheikh Sidi Mohamed-Belkebir (Adrar), Moulay Ahmed-Medeghri (Laghouat), Hadj Bey-Akhamok (Tamanrasset), Mustapha-Ben Boulaïd (Batna), Moufdi-Zakaria (Ghardaïa) et Messali-El Hadj (Tlemcen).
Les pèlerins sont appelés à suivre les pages de l'ONPO sur les réseaux sociaux et à respecter les directives et instructions afin de faciliter le voyage des pèlerins, ajoutant que le portail «Bawabet El Hadj» demeure «le canal officiel pour accomplir toutes les démarches liées au Hadj de manière simple et fluide». Le premier vol des pèlerins à destination des Lieux Saints est prévu pour le 29 avril prochain à partir de l'aéroport international d'Alger Houari-Boumédiène.



31e session du comité national de recherche et sauvetage maritime

Dispositif renforcé pour la sécurité en mer

Dans le cadre du renforcement des efforts nationaux visant à garantir la sécurité et la sûreté de la navigation maritime, la 31e session du comité national de recherche et de sauvetage maritimes s'est tenue, mardi 10 mars courant au siège de la base navale algérienne. La réunion s'est déroulée sous la direction du commandant du service national des garde-côtes relevant des forces navales, en présence de représentants de plusieurs ministères et organismes nationaux concernés par les opérations de recherche et de sauvetage en mer. Cette session s'inscrit dans le cadre de la coordination intersectorielle mise en place afin de renforcer l'efficacité des dispositifs nationaux de surveillance, d'intervention et d'assistance en mer, notamment en matière de gestion des situations d'urgence maritime et de protection des vies humaines. La rencontre a ainsi permis de réunir les différents acteurs institutionnels impliqués dans le système national de recherche et de sauvetage maritime, afin d'examiner les mécanismes de coopération et de coordination entre les structures concernées. Les travaux de cette session ont également porté sur l'évaluation des dispositifs opérationnels mobilisés pour assurer la sécurité de la navigation maritime et améliorer la réactivité des services spécialisés en cas d'incident ou de situation de détresse en mer. La participation de représentants de plusieurs départements ministériels et organismes nationaux illustre l'importance accordée par les autorités à la consolidation des capacités nationales dans ce domaine stratégique, qui revêt une dimension à la fois sécuritaire, humanitaire et économique. À travers cette réunion, les responsables ont réaffirmé l'engagement des institutions concernées à poursuivre le renforcement de la coordination et des moyens mobilisés pour assurer une surveillance maritime efficace et garantir la sécurité des usagers de la mer le long du littoral national.

Malia Sahli

Inscriptions numériques aux festivals de la jeunesse

«Mehrajani» ouvre les candidatures

Le ministère de la Jeunesse a annoncé, mardi, le lancement officiel de la plateforme numérique «Mehrajani», dédiée aux inscriptions pour la participation aux festivals nationaux de la jeunesse. Selon un communiqué du ministère, les jeunes inscrits dans les établissements de jeunesse peuvent désormais effectuer leur inscription exclusivement en ligne via le lien : https://festival.mjeunesse.gov.dz/. Une fois les inscriptions enregistrées, les directions de la jeunesse et des sports des différentes wilayas procéderont à la sélection des meilleurs candidats afin de représenter leurs wilayas lors de ces manifestations nationales. Le ministère a appelé, à cette occasion, les jeunes talents et porteurs d'initiatives, de projets ou d'idées créatives à saisir cette opportunité pour participer à ces événements qui visent à promouvoir l'esprit d'innovation, d'excellence et de citoyenneté. Les festivals nationaux de la jeunesse se tiendront durant les vacances de printemps, entre mars et avril 2026. Parmi les événements programmés figurent, notamment la Rencontre maghrébine de la jeunesse pour l'environnement et les changements climatiques à El Tarf (25-28 mars), le salon national du tourisme des jeunes à Tamanrasset (25-29 mars), l'Espace national de l'innovation et de l'intelligence artificielle à Sétif (26-29 mars), le salon national du jeune entrepreneur à Mascara (30 mars-2 avril) ainsi que le concours national de calcul mental et des jeux d'intelligence à Bordj Bou-Arréridj (31 mars-2 avril). Le ministère souligne que ces manifestations constituent un espace de compétition constructive et d'échange d'expériences, contribuant à valoriser les talents et initiatives des jeunes à travers le pays.

Malik C.

Commerce intra-africain

Le Nigeria accueillera la 5e IATF du 5 au 11 novembre prochain



Le Nigeria a signé l'accord d'accueil de la cinquième Foire commerciale intra-africaine (IATF2027), prévue du 5 au 11 novembre prochain, a annoncé la Banque africaine d'import-export (Afreximbank). «Le Nigeria succédera à l'Algérie qui a accueilli la quatrième édition, couronnée de succès, avec 49,94 milliards de dollars US d'accords commerciaux et d'investissements», a indiqué la Banque dans un communiqué publié sur son site web. La cérémonie de signature de l'accord s'est déroulée, lundi à Lagos, la «ville d'accueil» désignée, en partenariat avec Afreximbank, la Commission de l'Union africaine (CUA) et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), organisateurs de l'IATF dont l'édition 2027 se tiendra sous le thème : «L'Afrique mondiale repositionnée-De l'accès au marché au marché». «En seulement quatre éditions depuis 2018, l'IATF a généré cumulativement plus de 167 milliards de dollars en transactions commerciales et d'investissement et a accueilli plus de 180 000 visiteurs de 132 pays», s'est réjouie l'Afreximbank, estimant que «ce partenariat stratégique crée un cadre africain unique qui combine orientation politique, soutien financier et facilitation du commerce». Dans son allocution d'ouverture, Olusegun Obasanjo, président du Conseil consultatif de l'IATF 2027 et ancien président de la République fédérale du Nigeria, a souligné l'importance stratégique de cette foire dans la construction de la souveraineté économique de l'Afrique. «La cérémonie d'aujourd'hui marque une étape importante dans nos efforts collectifs pour faire progresser les objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine», a soutenu de son côté Cynthia E. Gnassingbé-Essonam, directrice du partenariat avec le secteur privé et de la communication au Secrétariat de la ZLECAF.

Câble SMW4

Maintenance achevée sans perturbation d'Internet

Le ministère de la Poste et des Télécommunications, a annoncé, hier, l'achèvement avec succès des travaux de maintenance programmés sur le câble sous-marin à fibre optique SMW4, au niveau de la station de Palerme, en Italie, conformément au calendrier établi. Dans un communiqué, le ministère a précisé que cette opération n'a entraîné aucune perturbation notable de la qualité du service Internet en Algérie. Cette continuité du service a été assurée grâce aux mesures techniques préventives mises en place par Algérie Télécom. En effet, la capacité de transmission transitant habituellement par le câble concerné par les travaux a été redirigée vers d'autres câbles sous-marins de secours, afin de garantir la continuité du service et de maintenir le niveau de débit habituel.

Algérie Poste

Ouverture des bureaux la nuit pendant les dix derniers jours du Ramadan

Algérie Poste a annoncé que la plupart de ses bureaux seront ouverts la nuit pendant les dix derniers jours du mois sacré du Ramadhan, du mardi 10 mars au jeudi 19 mars 2026 (sauf le vendredi), de 21h00 à 23h00. Cette mesure s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour répondre aux besoins des clients et assurer la continuité des services pendant cette période.